lutte ouvrière

Pour que Mai 68 féconde et régénère le mouvement ouvrier

HEBDOMADAIRE
paraît le mercredi
N° 48
18 JUIN 1969
1 F

LES TRAVAILLEURS ONT EU RAISON DE REFUSER DE CHOISIR ENTRE POHER ET POMPIDOU

Aujourd'hui Contre les atteintes à notre niveau de vie Contre le gouvernement réactionnaire

LES ORGANISATIONS OUVRIÈRES DOIVENT PRENDRE L'OFFENSIVE

Contre Pompidou, les organisations ouvrières doivent engager l'offensive

C'est donc Pompidou qui a été élu dimanche président de la République, et qui succède, après un intermède pohériste de sept semaines, à de Gaulle.

En dehors de quelques coups de klaxons triomphants des supporters gaullistes, la nouvelle n'aura guère suscité de passion, non seulement parce qu'elle était prévisible, et prévue par tous les sondages, mais surtout parce qu'il y avait déjà quinze jours que la campagne électorale ne provoquait plus qu'un intérêt très limité dans le public.

Le fait que les deux candidats en présence au deuxième tour aient tous deux été de droite, même si l'un d'eux, à la suite des illusions qui avaient été répandues sur son compte, était considéré comme un moindre mal par beaucoup d'électeurs, suffit à lui seul à expliquer cette indifférence.

Curieux « opposant » d'ailleurs que Poher qui, dans la nuit de dimanche à lundi, adressait un télégramme de félicitations à Pompidou, avec ses vœux de « plein succès ».

La grande presse devait d'ailleurs se réjouir de voir le fair-play britannique, et les mœurs politiques américaines, pénétrer dans la vie française.

Mais, en fait, il ne s'agit pas seulement de « fair-play », et le « petit bleu » de Poher ne fait qu'illustrer la fonction de la démocratie bourgeoise, qui est de donner au pouvoir, c'est-à-dire en dernière analyse aux bandes armées chargées de défendre la propriété, une apparence légitime, afin de tenter de paralyser toute lutte extra-parlementaire des exploités et des opprimés. Et pour ceux qui n'auraient pas encore compris, le général Stehlin, l'un des plus ardents supporters de Poher pendant la campagne électorale, devait déclarer plus explicitement : « M. Georges Pompidou a maintenant cessé d'être le chef d'un parti ou d'une majorité parlementaire. Il est désormais le président de tous les Français, et c'est à ce titre qu'il a droit à une coopération que les Français ne lui refuseront certainement pas. »

Mais pour que l'opération légitime soit réussie, il faut évidemment que le plus grand nombre possible d'électeurs se rende aux urnes. Et c'est pour cela que la consigne d'abstention lancée en particulier par le parti communiste français et évidemment, aussi, par les gauchistes, bien que l'impact de ceux-ci soit infiniment moindre, a tellement inquiété le pouvoir, et la presse bourgeoise la semaine dernière.

Lundi matin, celle-ci se réjouissait de voir que le chiffre des abstentions, bien qu'il ait été très élevé, ait finalement été inférieur à ses craintes, et *Le Figaro* titrait, sous l'annonce de la victoire de Pompidou : « Le parti communiste n'obtient pas le résultat qu'il espérait. »

En fait, compte tenu des bulletins blancs ou nuls, le nombre de ceux qui ont « exprimé » leur suffrage est tombé de 77 % à 64,5 % du premier au deuxième tour, soit une différence de 12,5 %, ce qui n'est déjà nullement négligeable.

De plus, s'il faut en croire Radio-Luxembourg, qui avec la collaboration de Honeywell s'est livrée à une analyse mathématique sur ordinateur de l'ensemble des résultats, l'abstention de gauche est largement supérieure à ce chiffre, mais elle aurait été masquée par la participation au deuxième tour d'abstentionnistes, pompidoliens pour la plupart, du premier. Ces résultats sont évidemment à prendre pour ce qu'ils sont, mais de toute manière, ce qui est certain, c'est que R.T.L. ne peut pas être suspectée de gauchisme !

Quoi qu'il en soit, ce qui est visible au premier coup d'œil, c'est que ce sont les centres ouvriers qui ont été les bastions de l'abstention.

Cependant, si Pompidou n'est élu qu'avec 37,1 % des voix par rapport aux électeurs inscrits, il n'en reste pas moins qu'il est élu, et élu pour sept ans. Et l'abstention du parti communiste français n'aura eu un sens que si elle n'était pas un but en soi, que si elle était le commencement d'une lutte se situant sur un autre terrain.

A cet égard, la déclaration du bureau politique du P.C.F. publiée au lendemain de ces élections était d'une remarquable ambiguïté, et elle se gardait bien de préciser de quelle manière la « force considérable » constituée par « les millions de travailleurs et de démocrates » qui se sont abstenus, allait pouvoir poursuivre le combat, autrement qu'en attendant les présidentielles de 1976.

Nous ne pensons certes pas, pour notre part, que le parti communiste français puisse changer de nature, ou même changer fondamentalement de politique.

Mais c'est un fait que l'impasse dans laquelle il s'est trouvé engagé après les événements de mai et juin 1968, l'a amené, bon gré mal gré, à prendre pour le deuxième tour de ces élections présidentielles une position qu'il aurait sans aucun doute taxé de « gauchiste » il n'y a pas si longtemps. Et sous la pression des événements, il n'est pas certain que le P.C.F. ne soit pas amené à faire d'autre pas à gauche, à la fois sur le plan politique, et sur le plan des luttes revendicatives, par l'intermédiaire de l'appareil cégétiste.

Le passé a d'ailleurs montré, à plusieurs reprises, que les révolutionnaires pouvaient, par leur action, jouer dans ce sens-là un rôle déterminant. Et ce qui était vrai il y a quelques années l'est évidemment encore plus, aujourd'hui, alors que leur mouvement est en plein essor.

C'est dans ce sens-là qu'ils doivent agir, parce que la classe ouvrière n'a pas dit son dernier mot, loin s'en faut. Et lorsqu'elle prendra la parole, dans les usines et sur les chantiers, on n'entendra plus guère les « voix » de ceux qui ont porté dimanche Pompidou à la présidence de la République.

POMPIDOU :

Un fin connaisseur de la classe ouvrière

UN ne l'aurait jamais cru. Et ça n'avait non plus jamais laissé la moindre trace dans sa politique jusqu'ici. Et pourtant si. On vous le dit : M. Pompidou connaît la classe ouvrière. Il estime même qu'elle a « une vie certainement très pénible » et le candidat à la présidence « la ressent très profondément ».

Et savez-vous comment il « croit avoir des problèmes de la vie des salariés dans les agglomérations, de la vie quotidienne de l'ouvrier et de sa femme, une impression réaliste et précise » ? Comme nous ne l'aurions jamais deviné, le candidat nous l'a révélé lui-même jeudi dernier à la télévision : « Il m'arrive d'aller souvent prendre l'avion, par exemple, de bonne heure le matin et le soir et de voir ces salariés, ces employés qui gagnent Paris ou quittent Paris par des moyens de transports et je me dis : « Mon dieu ! Une heure de train et d'autobus et puis huit, neuf heures de travail et puis recommencer une heure de train, de métro, d'autobus, ce n'est pas une vie agréable. »

Sa sollicitude n'est pourtant pas allé jusqu'à promettre une réduction immédiate de l'horaire de travail, ni non plus de consacrer la part budgétaire en faveur de la force nucléaire, de l'armée ou de la police à améliorer rapidement les transports en commun qui lui arrachent ces larmes.

L'impression en « DS » entre Matignon et Orly doit être trop fugitive...

A Dijon :

La pègre C.D.R. en action

UNE particularité de la ville de Dijon, c'est d'avoir pour député et conseiller municipal, Robert Poujade, député U.D.R.

Une autre particularité, c'est le gangstérisme C.D.R. qui sévit sur la ville depuis un an.

En effet, depuis des mois, les locaux des syndicats étudiants et ouvriers sont visés :

- *Plasticages, incendies répétés des locaux de l'U.N.E.F., mettant à chaque fois la vie de gens en danger.*
- *L'incendie d'un immeuble où logeaient des militants de gauche.*
- *D'autre part, des militants ont été filés et menacés.*

Mais, récemment, au cours des élections, ils se sont manifestés d'une autre façon : mardi 10 juin, à 20 h 30, c'est-à-dire en plein jour, des jeunes gens qui venaient de terminer un collage d'affiches pour l'abstention remontaient la rue Berbisey, rue très commerçante, quand surgit derrière eux une voiture : cinq hommes en jaillissent matraque en main et cognent à tour de bras, ils repartent aussitôt devant les passants stupéfaits.

Les « démocrates » gaullistes montrent à Dijon leur vrai visage, celui de gangsters aux méthodes fascistes.

Etat d'urgence au Sénégal

Senghor

(U.P.I.)

LA crise qui se développait au Sénégal depuis de longs mois et qui avait commencé par des affrontements entre étudiants et policiers et la fermeture de l'Université de Dakar, vient d'aboutir cette semaine à un violent conflit. L'U.N.T.S., le syndicat pourtant très modéré et de tradition pro-gouvernementale, a lancé le mercredi 11 juin un ordre de grève générale pour tout le pays, pour soutenir les revendications des employés de banque en grève depuis le 2 juin.

Quelques heures après, le gouvernement sur pied de guerre réagissait en décrétant l'état d'urgence. Tout rassemblement était interdit, les travailleurs réquisitionnés, etc.

Cela suffit à éviter la grève. Les principaux leaders de l'UNTS revinrent dans le droit chemin, certains désavouèrent le mot d'ordre, d'autres démissionnèrent du syndicat, ils auront tout le plaisir d'en créer un autre beaucoup plus lié encore au gouvernement. Et le jeudi 12, la majorité des travailleurs reprenait le travail.

Mais ces quelques heures auront suffi à l'Etat policier du président Senghor pour faire ses preuves et à montrer pour qui ne le savait pas encore, que lorsqu'il ne s'occupe pas de surréalisme, Senghor sait encore mieux réprimer et cela en bon élève de l'impérialisme français.

Au lendemain de la grève, ne déclarait-il pas, avec cynisme, que cette grève était une grève de privilégiés, que les 130.000 travailleurs sénégalais étaient « les mieux payés de toute l'Afrique francophone » et que le devoir d'un bon gouvernement était de s'occuper d'abord des populations rurales qui meurent de faim.

Et s'il est vrai que le niveau de vie d'un travailleur est dix fois plus élevé que le niveau de vie des paysans après une famine qui dure depuis trois ans, cela ne fait que montrer ce qu'à pu offrir le régime « privilégié » du Sénégal indépendant aux masses sénégalaises.

Un pays où on a le choix entre se laisser mourir de faim ou bien aller en usine à Dakar avec l'espoir de ne pas mourir à la production vers 25, 30 ans, comme la moyenne des ouvriers.

Un pays semblable à tous ceux de « l'Afrique décolonisée », ou, lorsque le gouvernement se manifeste, c'est pour réprimer, ou engager un nouveau tournant à droite.

Le visage philanthropique de la cooperation française

Il faut que le champion de « la décolonisation » ait quitté l'Elysée pour que soient révélés au grand public, quelques détails jusqu'ici considérés comme ultra-confidentiels : La France vend généreusement des armes au régime raciste sud-africain, c'est d'ailleurs le seul Etat parmi les membres de l'O.N.U. (qui ne sont pourtant pas dégoûtés) qui ait refusé de respecter l'embargo sur les fournitures militaires au gouvernement de Pretoria. Ainsi, la France gaulliste a été (et est encore) le soutien le plus ferme de l'apartheid : Par ses soins, le gouvernement de Pretoria est doté de Mirages III, de 20 chasseurs bombardiers, 16 intercepteurs de chasse, 50 Alouettes, 16 super-frelons pour l'aviation, d'usines d'armement sous licence française, de tous ses sous-marins (le dernier livré en mars dernier, sans publicité excessive), sans compter quelques fusées et missiles. Grandeur française oblige, on ne fait rien à moitié. Et le ministre de la Défense sud-africain, M. Botha a rendu un hommage émouvant à cet « exemple heureux de fructueuse coopération internationale ».

En France on meurt dans les prisons

LE 22 mai dernier, un prévenu de la prison de Fresnes, Daniel Goareguer, est mort à la suite d'une grève de la faim de deux mois.

Il avait été écroué après avoir été inculpé de recel, dans le bar qu'il tenait, de caisses de whisky volées. Bien qu'aucune preuve formelle n'ait pu être établie contre lui et qu'il n'ait cessé de nier, il était en détention préventive depuis sept mois attendant un problématique jugement. Après cela la justice a bonne mine quand elle nous raconte que toute personne non condamnée est présumée innocente et que la détention préventive doit être une exception, employée seulement lorsqu'elle est indispensable à la recherche de la vérité. C'est sans doute dans l'intérêt de cette recherche qu'on empêcha Goareguer de poursuivre un traitement médical en cours !

Lorsque le détenu se mit à faire la grève de la faim on ne sut qu'employer de nouvelles brimades : il lui fut interdit de communiquer avec sa femme. Les médecins (étranges médecins) qui l'ont soigné affirment aujourd'hui, sans rire, qu'ils ignorent les causes de sa mort !

Mais si un simple suspect peut être traité de cette manière, il faut être inquiet du sort réservé aux inculpés ! Il est vrai que la société bourgeoise n'a rien trouvé de mieux pour faire respecter son ordre, ses normes sociales, qu'un moyen aussi moyenâgeux que les prisons. Et tant qu'il y aura des prisons, de tels faits seront inévitables.

Le gouvernement « progressiste » du Congo-Brazzaville fait expulser les étudiants de gauche de la M.E.C. de Paris

DANS les pays dits du Tiers-monde, comme ailleurs, l'accession au pouvoir de gouvernements dits progressistes, n'épargne pas aux éléments de gauche les exactions et les harcèlements que leur font subir les gouvernements réactionnaires.

Il en est ainsi au Congo-Brazzaville où les militaires «de gauche» au pouvoir depuis peu mènent la même politique que les précédents gouvernements à l'égard des éléments véritablement révolutionnaires.

Cette politique systématiquement appliquée à l'encontre des étudiants congolais à l'étranger, fait connaître à ceux-ci des situations très difficiles, tandis que ceux inféodés au régime recueillent toutes les grâces gouvernementales moyennant la dénonciation des étudiants de gauche.

C'est ainsi qu'un certain nombre d'étudiants congolais à Paris, habitant la M.E.C. (Maison des Etudiants Congolais) sont assignés par leur ambassade devant les Tribunaux de Paris pour faire l'objet d'expulsion de cette maison. A la suite d'un recours, ce procès va avoir lieu le 2 juillet au Palais de Justice.

Le texte de droit sur lequel se fonde le gouvernement du Congo pour obtenir l'expulsion immédiate de ces étudiants congolais est celui en vigueur à Paris, à savoir : tout propriétaire d'immeuble a le plein droit d'expulser tout locataire qu'il juge « incommode ». Ce texte ne devrait pas être appliqué ici pour une maison dont la destination est l'hébergement d'étudiants congolais sans distinction d'aucune sorte. Maison d'ailleurs qui ne présente aucun confort particulier.

Si des subterfuges sont inventés par le gouvernement du Congo pour expulser ces étudiants, la raison fondamentale est qu'il s'agit tout simplement d'expulser tous ceux qui se refusent à toute complicité avec le régime, à tout débauchage gouvernemental, et à toute aliénation à la bureaucratie congolaise. L'issue de ce procès va peut-être au détriment de ces étudiants qui trouveront difficilement à se loger, en plus de tous les tracas que leur font subir leur gouvernement.

Mais ces expulsions sont bien connues de toutes les maisons achetées par les Etats africains pour l'hébergement de leurs étudiants. Les gouvernements de droite, inféodés au capitalisme étranger, ne peuvent admettre d'y voir loger les étudiants de gauche, surtout quand ceux-ci ne sont pas inactifs, et tentent toujours d'y mettre les seuls étudiants pro-gouvernementaux. Les militaires au pouvoir au Congo ne pouvaient qu'en faire autant. Mais à Brazzaville, on se prétend quand même révolutionnaire.

ÉGOISME SACRÉ

VENDREDI soir, dernier jour de la campagne électorale officielle, Pompidou répondait aux questions d'un certain nombre de journalistes radiophoniques, sur les ondes de Radio-Luxembourg, et notamment à celles de Raymond Cartier, directeur de « Paris-Match ».

Celui-ci, après avoir affirmé que de toute manière, il voterait pour lui, devait notamment le questionner sur son sujet favori, c'est-à-dire sur les frais engagés par le gouvernement français au titre de « l'aide aux pays sous-développés».

L'argumentation de Pompidou vaut d'être rapportée. Il expliqua en effet, en substance, qu'il y avait des raisons de trois ordres qui militaient dans le sens du maintien de cette aide :

— Premièrement, des raisons humanitaires, sur lesquelles il ne s'étendrait pas (et pour cause !) ;

— Deuxièmement, des raisons politiques, car il ne fallait pas pousser les peuples des pays sous-développés au désespoir, et négliger la « force de la pauvreté », suivant son expression, qui était capable de s'opposer victorieusement à la puissance militaire des pays riches ;

— Et enfin, troisièmement, des raisons économiques, car il fallait bien voir que c'est la France (c'est-à-dire la bourgeoisie française) qui y gagnait le plus en fin de compte.

Et comme ledit Cartier ne paraissait pas convaincu, et objectait que pourtant l'attitude politique de ces Etats n'était pas ce qu'on pouvait en attendre, après cette aide, Pompidou devait lui expliquer que c'était sans doute regrettable, mais que ces attitudes, il valait mieux les mettre dans sa poche avec son mouchoir par-dessus, parce que l'important, n'est-ce pas, c'était finalement les profits économiques que l'on pouvait tirer de cette aide.

Et en conclusion, Pompidou invitait Cartier à lui rendre visite, s'il était élu, et à venir consulter les dossiers du gouvernement à ce sujet.

Ce qui n'empêchait pas le même Pompidou, quelques instants plus tard, de verser quelques larmes sur les enfants du Biafra, les larmes, précisément, du crocodile qui vient d'en faire un bon repas.

Au lycée Louis-le-Grand à Paris

A la suite de l'attentat à la grenade, du lycée Louis-le-Grand, d'un commando d'extrême-droite, attentat qui s'est soldé pour le jeune lycéen Rebourset par l'amputation de plusieurs doigts, la police et la presse ont fait de la publicité sur l'arrestation de quelques-uns des instigateurs ou membres de ce commando. La plupart sont libérés maintenant.

Mais en même temps était arrêté André Meslot, lycéen camarade de Rebourset, qui est toujours inculpé de « rébellion et outrage à agent », son seul crime étant, comme le montrent les faits qu'il porte à notre connaissance, d'avoir secouru une personne en danger.

A 12 heures, je me suis rendu au réfectoire. Quelques instants plus pard, les lycéens y ont fait irruption aux cris de « Les Fafs attaquent ». Comme beaucoup d'autres, je suis sorti dans la cour, d'où j'ai effectivement vu une trentaine d'homme casqués, circulant sur la galerie du premier étage, et sortant des chaises des salles de classe, qu'ils lançaient sur les élèves rassemblés dans la cour.

Le commando est ensuite descendu et la bataille a fait rage près du réfectoire pendant une dizaine de minutes. J'ai entendu à ce moment-là plusieurs explosions et j'ai vu atterrir à proximité de moi une grenade fumigène. Je peux également signaler qu'un des hommes du commando a pris plusieurs photographies du groupe qui essayait de les repousser. Puis le commando a reculé et s'est rendu dans la cour du Petit Lycée. Ayant appris que Rebourset avait été blessé, je me suis rendu dans le Petit Lycée dans la cour duquel une partie du commando s'était rassemblée. Un homme corpulent, que j'ai su par la suite être nommé Malliarakis, se dirigeant de mon côté, j'ai battu en retraite vers le hall où il est arrivé quelques instants plus tard, cherchant visiblement à s'échapper. Un groupe l'a rattrapé près de la petite porte où il a subi une sévère correction. Quand les policiers furent suffisamment nombreux devant cette porte, on l'ouvrit, en leur demandant d'appréhender Malliarakis. Puis la porte fut refermée. Les policiers commencèrent alors à casser les carreaux avec des gourdins, et je dus moi-même me rejeter en arrière pour ne pas être blessé.

Une ambulance avait été appelée pour transporter Rebourset, mais comme elle n'arrivait pas, nous dûmes le sortir sur une civière et l'amener dans un car de police. Celui-ci parti, mes camarades rentrèrent dans le lycée, et j'attendis pour ma part l'arrivée de l'ambulance, afin de la décommander. Cela fait, j'ai voulu rentrer dans le lycée, mais la porte en avait été fermée. J'ai donc demandé à ceux de mes camarades qui se trouvaient à l'intérieur de me l'ouvrir.

Un groupe de policiers, certains en civil, d'autres en uniforme, s'est alors approché de moi, me demandant de circuler. J'ai expliqué calmement que j'allais rentrer dans le lycée et que j'attendais qu'on m'en ouvre la porte, mais ils se sont alors jetés sur moi. J'ai été jeté à terre (et je ne me suis pas couché volontairement comme on l'a prétendu), et matraqué (voir fiche de l'Hôtel-Dieu et constat du docteur Labouret). Je n'ai pas crié et n'ai pas prononcé de paroles, outrageantes ou autres. Plusieurs personnes ont été témoins de mon « arrestation ».

Conduit dans un car, j'ai de nouveau été frappé, à la demande de policiers en civil recommandant de « ne pas me rater » aux gardiens de la paix qui me surveillaient. J'ai pu remarquer que le képi de ces gardiens de la paix portait le nº 83.

Au bout d'un certain temps, j'ai été changé de car et emmené au commissariat du Panthéon. Sur le trajet, j'ai désigné un homme courant sur la chaussée comme ayant appartenu au commando, mais les policiers du car m'ont répondu qu'ils n'en avaient que faire.

Après avoir été fouillé, et mes papiers ayant été contrôlés, j'ai dû rester assis jusqu'à 4 heures environ sans avoir la permission de m'allonger. Un surveillant général du lycée m'ayant aperçu et reconnu fut « sorti » du commissariat sans ménagements. Comme je ne me sentais pas très bien (douleurs à la nuque et à la tête, tremblements nerveux, difficulté à déglutir), il fut décidé de me conduire à l'hôpital, après avoir été entendu au commissariat Vauquelin. Là, après avoir fait un bref récit des événements, j'ai été stupéfait d'apprendre qu'on me reprochait d'avoir résisté et fait mal à un policier, et d'avoir prononcé des paroles outrageantes.

J'ai été alors l'objet d'une suite d'intimidations :

— Refus de noter dans ma déposition le numéro du car où j'avais été maltraité ;

— Menace de faire figurer six témoins à charge que je n'avais pas vus ;

— « Conseil » de reconnaître purement et simplement ma culpabilité par écrit, que je me sente coupable ou non, ma parole ou celle de tout témoin autre qu'un policier ne pouvant qu'être fausse *a priori* ;

— Questions bizarres pour savoir si j'étais moralement capable d'insulter un représentant de la force publique.

Mon interrogateur a alors inscrit sur ma déposition :

« Je n'ai pas prononcé de paroles outrageantes, ou plutôt c'est possible, mais je ne m'en souviens pas », en m'expliquant que la possibilité était morale. Fatigué, énervé, et pressé d'en finir, j'ai accepté de signer. Puis il m'a demandé si j'appartenais à un parti, question à laquelle j'ai répondu négativement, et quelles étaient mes opinions politiques : j'ai refusé alors de répondre.

Après quoi, il a fait entrer dans la pièce le policier que j'avais, paraît-il, blessé, pour une confrontation. J'ai maintenu ma déposition, lui son rapport. Il m'a dit alors que de toutes façons il me reconnaissait pour l'avoir insulté la semaine précédente :

« — Vous aviez alors une veste cuir...

— Je n'en possède pas.

— ...ou bien une veste de daim.

— Je n'en possède pas non plus.

— Vous mentez, je suis sûr de vous avoir reconnu. »

(Mes parents ou mes camarades pourront témoigner que je n'ai jamais possédé de veste ni de cuir ni de daim, ni de simili-cuir quelconque.)

Pendant cette confrontation, j'avais derrière moi deux ou trois gardiens de la paix proférant à mon égard des insultes diverses.

J'ai été conduit ensuite à l'Hôtel-Dieu, où un examen constata des sévices, mais conclut à l'absence d'une fracture du crâne ou du maxillaire.

En fin de journée, j'ai été emmené à un commissariat près de la place d'Italie, pour y passer la nuit. Il me fut dit que je n'avais pas lieu de dormir, et de fortes lampes allumées à mon arrivée furent laissées toute la nuit...

...Vers midi, le lendemain, après avoir reçu de la nourriture par mon camarade Coussieu, et après une entrevue avec mes parents, arrivés entretemps au commissariat, j'ai été emmené au Quai des Orfèvres pour être entendu par la P.J. comme témoin de l'attaque. Après quoi, j'ai été écroué au Palais de Justice, et à 19 heures, après avoir été inculpé de « rebellion et outrages à agent » par le magistrat instructeur, j'ai été rendu à mes parents que celui-ci avait convoqués.

Je me suis rendu ensuite au lycée pour y reprendre mes affaires et j'y ai retrouvé plusieurs témoins de mon « arrestation », qui sont prêts à témoigner que :

— J'ai été jeté à terre et ne me suis pas couché volontairement ;

— Je n'ai ni crié ni prononcé de paroles injurieuses ;

— Je ne me suis débattu que sous les coups de pieds et les coups de matraques que je recevais de toutes parts.

Au lycée de Massy :

Répression contre les lycéens

A plusieurs reprises, la presse a fait état de divers événements au lycée la Poterne à Massy, dont l'origine fut l'incarcération, il y a environ deux mois, d'un lycéen à la suite d'une bagarre, mais elle a tout fait pour cacher la vérité.

En fait, alors que des militants révolutionnaires du lycée distribuaient un tract, une dizaine de lycéens fascistes firent un « autodafé » des tracts distribués en mimant le salut fasciste. Nous avons voulu immédiatement prendre la parole pour dénoncer cela devant les élèves qui se trouvaient dans la cour. Les « fascistes » firent un véritable chahut pour nous empêcher de nous exprimer et l'un deux gifla un camarade qui réagit immédiatement et fermement... Le fasciste se retrouva à l'hôpital avec un « traumatisme crânien » (en fait une simple commotion) et une fracture du petit doigt occasionnée par sa chute.

Notre camarade fut arrêté le soir même à 20 h par la police qui le lendemain avant 18 h convoqua trois témoins, tous à charge ; ces témoins devaient d'ailleurs rester inconnus et se rétracter par la suite. Quand la mère de notre camarade vint voir le commissaire de police, celui-ci fit pression sur elle pour qu'elle signe une demande aux termes de laquelle son fils serait enfermé pour trois ans dans une maison de redressement. Sur son refus, le commissaire de police lui permit de voir son fils, mais à la condition qu'elle ne prévienne aucun avocat avant sa présentation devant le juge. Le camarade fut incarcéré à Fleury-Mérogis. Il resta neuf jours derrière les barreaux.

Pendant ce temps, la riposte les lycéens se déclanchait : grève des cours illimitée jusqu'à la libération de notre camarade (à noter la position du S.N.E.S. qui refusa de faire grève plus d'une matinée !). Notre camarade fut finalement mis en liberté provisoire par le juge d'instruction après la déposition de témoins à décharge, notamment le père de la « victime » qui reconnut que son fils avait frappé le premier.

Après cette « affaire », malgré sa défaite, l'administration dont la mauvaise foi avait été mise en évidence, ne cessa pas de provoquer les lycéens, empêchant systématiquement la tenue des meetings d'information. Un mois après, le mardi 27 mai, deux lycéens « gauchistes », militants pro-chinois furent exclus définitivement du lycée avec comme motif : manque de respect et injures au proviseur. Refusant cette répression arbitraire, un des élèves exclus revint au lycée le lendemain mercredi, le proviseur lui enjoignit de quitter l'établissement immédiatement. Notre camarade ne quittant pas les lieux, le proviseur fit appel à la police. Quatre inspecteurs en civil firent irruption dans la cour, pour essayer d'arrêter notre camarade qui se trouvait entouré par une cinquantaine de lycéens, ce qui empêcha les inspecteurs furieux de s'emparer de lui. Mis en échec, les quatre flics voulurent embarquer le premier élève qui se trouva sous leur main. La riposte fut prompte : quelques coups furent échangés et les flics durent battre en retraite. C'est alors que vingt policiers, matraques au poing, pénétrèrent dans le lycée et chargèrent les élèves. Nous décidons alors de nous barricader dans le lycée : armoire, chaises et tables bloquent les portes pendant que nous mettons les extincteurs en batterie pour arroser les flics de neige carbonique au cas où ils rentreraient.

Ceux-ci préférèrent finalement se retirer.

L'administration décida que les deux élèves exclus passeraient en conseil de discipline le samedi suivant à 10 h, le lycée étant fermé pour quatre jours. Les lycéens sont appelés à se mobiliser pour empêcher la tenue du conseil.

Le samedi à 10 h d'importantes forces de police stationnent aux alentours du lycée : deux cars de C.R.S. derrière, pendant qu'une vingtaine de «gardiens de la paix» forment un cordon devant l'entrée (de plus une section spéciale est barricadée dans le lycée depuis 7 h 30). Nous arrivons en cortège (200 lycéens dont une centaine du lycée de Massy, le proviseur ayant pris la précaution d'avertir les parents de ne pas laisser sortir leur fils ce jour-là). Devant le rapport de force défavorable (une caserne de C.R.S. se trouve à cent mètres du lycée) nous décidons de ne pas forcer le blocus pour ne pas donner le prétexte à des charges de police.

De nombreux parents d'élèves, professeurs et curieux sont là. Nos deux camarades sortent du conseil à 12 h... Evidemment le conseil a ratifié la décision d'exclusion. Bien que nous n'ayons pas réussi à empêcher le déroulement du conseil de discipline, nous nous sommes retrouvés tous unis pendant toutes ces journées ce qui a permis d'informer la population et de montrer le rôle répressif que peut jouer l'administration de l'enseignement soi-disant démocratique.

Enfin les conseils de classe de fin d'année viennent d'avoir lieu et l'on compte environ une trentaine d'exclusions (les exclus sont presque tous des militants ayant participé aux manifestations anti-fascistes). Les motifs utilisés par l'administration sont « manque de travail », « absentéisme prolongé », « attitude insolente durant l'année »...

Cela n'empêchera pas de toute manière, les mêmes problèmes de se reposer l'an prochain.

La police privée au service d'Edgar Faure

POUR isoler toute possibilité de troubles, les B.T.S. Biologie et Electronique se sont déroulés à Chelles (20 km de Paris).

Le B.T.S. de Sociologie dut être reporté à cause du manque d'enseignants pour surveiller.

Les électroniciens ont remarqué qu'un imposant service d'ordre veillait au bon déroulement des épreuves. Peut-être cela était-il dû à leur esprit très contestataire cette année. On ne peut plus en douter quand, après vérification, nous avons pu conclure qu'une partie de cette surveillance était assurée par une agence de police privée, l'Agence Harisson.

Et l'on dit que l'Education nationale manque d'argent !

Tribune de discussion

Ci-dessous un article de Pierre GAUTIER, au nom de Tribune Socialiste. **Nous rappelons à nos lecteurs que** Tribune Socialiste **et** Lutte Ouvrière **ont décidé d'entamer un débat sur les problèmes d'actualité du mouvement ouvrier révolutionnaire. Un premier échange d'articles entre les deux rédactions a déjà eu lieu il y a 15 jours. Cette semaine paraît également dans** Tribune Socialiste **un article d'un membre de la rédaction de** Lutte Ouvrière.

Les travailleurs n'ont pas vécu les événements de mai 1968 comme les étudiants. Pour eux la participation aux grèves et aux manifestations n'avait pas et ne pouvait avoir cet aspect de fête libertaire, de commune étudiante, dont ont beaucoup parlé les commentateurs. C'est à partir de la dure expérience de l'exploitation, à partir des moyens politiques et culturels dont ils disposaient qu'ils sont intervenus dans la lutte.

Aussi, lorsqu'on se fixe comme tâche de prolonger le mouvement de mai, dans un sens révolutionnaire, on ne doit pas ignorer toutes les différences qui ont existé et existent encore entre les deux secteurs ouvrier et étudiant. On ne doit pas oublier que la force décisive (la classe ouvrière) n'était pas préparée politiquement à poser la question essentielle : le pouvoir d'Etat. Il faut donc trouver la voie qui conduit à la politisation révolutionnaire des travailleurs, quelles que soient les difficultés à affronter.

Cette voie n'est certainement pas celle de la propagande abstraite, de l'agitation sur des thèmes éloignés des préoccupations réelles des travailleurs. Elle est, au contraire, celle de l'implantation sur les lieux de la production de groupes, cellules ou sections politiques qui fournissent aux travailleurs les instruments nécessaires à la formation et à l'expression d'une pensée ouvrière, nécessaires également à l'élargissement de l'expérience politique au niveau des relations de production.

Les plus grandes difficultés tiennent, bien entendu, au fait que les entreprises ne sont pas des lieux vides, socialement et politiquement. Le patronat, les directions d'entreprises, les cadres supérieurs, bref tous les agents directs de la domination capitaliste font sentir leur poids, tentent par tous les moyens de désorganiser politiquement les travailleurs. Songeons à la signification, non seulement de l'interdiction de toute activité politique dans l'enceinte des entreprises, mais de l'idéologie des relations humaines et de l'utilisation des journaux d'entreprise et autres moyens d'expression au service du patronat.

Par ailleurs, il existe une présence politique des organisations se réclamant de la classe ouvrière, c'est-à-dire essentiellement du P.C.F. Cette présence, il est vrai, est très ambiguë, elle a souvent des effets conservateurs, elle prolonge quelquefois la répression patronale, mais elle est liée à l'organisation syndicale de la classe ouvrière, organisation sans laquelle celle-ci ne pourrait se manifester en tant que force sociale.

C'est pourquoi, la penetration de nouveaux courants politiques dans les entreprises ne peut se faire uniquement à partir d'interventions de politique générale, mais doit s'opérer à partir d'efforts tenaces pour renforcer la position concrète des travailleurs face au patronat, face à toutes les répressions. C'est seulement ainsi que l'action d'un petit noyau isolé au départ peut s'élargir et contribuer à l'organisation politique de la classe ouvrière. Cela conduit, évidemment, à refuser une division du travail rigide entre organisation politique et syndicale dont on sait trop bien qu'elle aboutit à la division entre action politique parlementariste et action syndicale corporatiste. Les Révolutionnaires doivent avoir la possibilité de développer un programme d'action qui se rapporte aux conditions de travail, de rémunération. Dans ce sens la campagne que le P.S.U. essaye de développer en ce moment sur le contrôle ouvrier peut trouver son point d'application dans des thèmes tels que la mensualisation des horaires, etc.

Il reste qu'il faut affronter, sans faux-fuyants, un problème très difficile. Le refus de la division du travail rigide entre organisations politiques et syndicats ne doit pas pour autant mener à mettre en question l'autonomie syndicale, ou, en d'autres termes, à nier la spécificité du syndicat .. rassemblement élémentaire des travailleurs. A notre sens, ce n'est pas la subordination mécanique à un parti qui se veut révolutionnaire qui pourra empêcher l'intégration syndicale en système capitaliste. Nous ne pensons pas non plus que les organisations politiques aient à organiser des fractions rigidement structurées dans les syndicats. Les Révolutionnaires, selon nous, ont plutôt à jouer le rôle d'entraîneurs, de défenseurs des intérêts profonds des travailleurs et de la démocratie à l'intérieur du mouvement ouvrier.

Comme l'entreprise, le syndicat est un lieu d'affrontement entre les classes et il s'agit d'y être les meilleurs combattants de la cause prolétarienne. Il faut, en particulier, qu'à travers l'action quotidienne des militants politiques les travailleurs se départissent de leur méfiance à l'égard de la « politique », c'est-à-dire apprennent qu'il existe d'autres formes de politique. C'est pourquoi nous pensons qu'il est capital que les gauchistes sachent dépasser le stade de la dénonciation déclamatoire des appareils syndicaux pour devenir les porteurs d'une stratégie et d'une tactique véritablement adaptées aux luttes sociales. Il s'agit de gagner la majorité de la classe ouvrière.

Pour « Tribune Socialiste »
Pierre GAUTIER

Les lendemains qu'ils nous préparent...

Ni la campagne du référendum, ni celle de l'élection du Président de la République n'ont ralenti l'activité du gouvernement et des état-majors spécialisés en matière de politique économique.

Pendant tout ce temps les responsables économiques sont restés en place et d'ailleurs espèrent bien y rester après la période électorale.

Avant le premier tour, ils espéraient une victoire de Pompidou qui les maintiendrait. Mais ils ne craignaient guère une victoire de Poher qui pourrait difficilement se passer de leurs services pour mener la même politique économique. Depuis les résultats du premier tour, ils ont encore davantage confiance en une victoire de Pompidou, ce qui les amène depuis ce moment à déserter l'Elysée pour prendre directement leurs consignes auprès de l'ancien Premier ministre.

C'est ainsi que malgré la vacance de la magistrature suprême, des décisions capitales ont été prises en matière économique.

Les capitalistes français ont fait plusieurs choix.

D'abord, ils se refusent au protectionnisme qui est à double tranchant. Car si l'on protège son économie par des droits de douane ou tout autre moyen, outre que cela ne cadre plus très bien avec l'adhésion au Marché Commun, cela provoque les mêmes mesures de la part des concurrents. L'exemple anglais montre qu'actuellement cette solution ne résoud rien.

Par ailleurs, la bourgeoisie française voudrait essayer d'équilibrer sa balance des paiements tout en évitant de dévaluer le franc.

Augmenter les exportations et freiner en même temps les importations, les dirigeants de l'économie française voudraient pouvoir le faire uniquement en freinant la consommation intérieure.

Dans ce but, le gouvernement a déjà pris des mesures pour restreindre les facilités de crédits accordés aux consommateurs en augmentant les taux et en réduisant les délais. Parallèlement, il a relevé légèrement le taux de l'épargne pour inciter ceux qui ont quelques économies et qui craignent malgré tout la dévaluation, à ne pas dépenser leur avoir, ce qui provoquerait, si cela se généralisait, une hausse des prix.

Plus récemment encore, le gouvernement a augmenté le taux de l'escompte, qui passe de 6 à 7 %, dans le but de freiner les dépenses des entreprises à une époque où elles sont tentées d'emprunter davantage dans la mesure où la monnaie ne leur inspire pas confiance.

Mais le gouvernement ne se contente pas de prendre des mesures immédiates pour freiner la consommation intérieure. M. Chirac, secrétaire d'Etat à l'Economie et aux Finances a déjà préparé le budget de 1970. Ce budget vise à freiner de façon importante certaines dépenses de l'Etat. Mais là, le successeur de M. Ortoli aura bien des difficultés. Et déjà, les responsables du gouvernement s'inquiètent des dépenses « fabuleuses » qui devraient être consenties à l'Education nationale avec la création de 72.000 postes nouveaux et les dotations de matériel et d'équipement de ce ministère. Ils s'inquiètent du chiffre « astronomique » de 12 milliards de F consenti aux entreprises publiques et de celui de 18 milliards consacrés au soutien des produits agricoles.

Freiner la consommation intérieure des ménages, restreindre les dépenses publiques des services utiles aux usagers, diminuer l'aide aux agriculteurs et, par voie de conséquence, favoriser la hausse de prix alimentaires, voilà en gros ce que nous promet le futur gouvernement, voilà surtout ce qu'il nous prépare. Et cela bien entendu, au nom de la stabilité et au nom de l'expansion.

Il est bien évident qu'en face d'une telle politique, les sujets de mécontentement ne manqueront pas. Les raisons de se défendre non plus.

Incident à la gare du Nord

MERCREDI soir, la gare du Nord fut le théâtre d'un embouteillage monstre, plusieurs dizaines de milliers de personnes se sont entassées, des heures durant, dans l'attente d'un hypothétique train.

Une caténaire s'était rompue ce qui avait entraîné une paralysie complète des départs pendant plusieurs heures.

Nous passerons sur les déclarations fantaisistes des journaux et de la radio affirmant qu'à 20 h tout était rentré dans l'ordre...

Bien que les conséquences d'un tel incident aient été bénignes (il n'y eut à déplorer que quelques personnes transportées à l'hôpital) plusieurs remarques s'imposent.

Ce n'est pas la première caténaire qui saute. Les caténaires comme les rails, les trains et toutes les installations S.N.C.F. en général, sont de plus en plus mal entretenues, avec de moins en moins de personnel, et nous ne sommes nullement surpris par ce genre d'incidents.

Quant aux conséquences, elles nous ont révélé l'insouciance et l'incurie de la Direction. Par quoi s'est, en effet, traduit le « service client » de la S.N.C.F., si cher à notre direction ?

La première chose qu'on a su faire a été de disposer une compagnie de flics pour garder la passerelle et le chef de gare. A 18 h, dans le métro, on diffusait des appels, de ne pas venir à la gare du Nord, d'aller à celle de l'Est ou ailleurs. On avait requis auprès de la R.A.T.P. une dizaine de bus pour remplacer une centaine de trains ! Pendant ce temps, les voyageurs s'entassaient dans la gare du Nord, importunés par les « on demande un visiteur à la voie tant » ou autre chose de ce goût-là, diffusé par la sono. A 20 h pratiquement aucun train de banlieue n'était parti, mais on avait réussi à faire partir, en revanche, des T.E.E. de 1re classe. Et sur le terrain il n'y avait que trois pelés et un tondu pour réparer la casse mais aussi une armée de chefs de tous services, cherchant à déterminer qui serait responsable.

Ces faits montrent bien, une fois de plus, que la première préoccupation de la S.N.C.F. n'est certes pas la sécurité et le confort des voyageurs. Imaginons, par exemple, un déraillement à 19 h entre Paris et St-Denis et des blessés graves. Qu'est-ce que l'on fera ? Qu'est-ce qui est prévu ? C'est simple : rien.

Licenciement à Citroën-Javel

UN camarade de Javel, syndiqué C.G.T., a été licencié il y a une semaine.

Il voulut se rendre, après le travail, accompagné de deux autres camarades, à une permanence du Comité d'Entreprise par l'intérieur de l'usine, en traversant les chaînes.

Mais, aussitôt, ils furent rappelés par un flic-maison qui leur intima l'ordre de sortir. Le ton de la discussion monta rapidement.

Nos camarades sortirent de l'usine, suivis de près par le barbouze de la direction. Ce dernier attrapa l'un des ouvriers par le col. Celui-ci en résistant, fit franchir le pas de la porte au flic et l'envoya au sol.

Le lendemain appelé avant la fin du travail, ce camarade se vit signifier son licenciement par l'agent de secteur. Le motif invoqué était qu'il aurait frappé un gardien à l'intérieur de l'usine. Ce qui était doublement faux puisque d'une part aucun gardien n'était intervenu lors de l'incident et que l'altercation la plus vive avait eu lieu à l'extérieur de l'usine.

Comme témoin la direction produisit le chef d'atelier absent lors de l'incident, et un gardien de l'usine. Par contre, elle refusa d'entendre les deux ouvriers qui accompagnaient notre camarade.

Et si finalement ce licenciement a été effectif, le geste de ce camarade aura au moins servi de leçon à la flicaillerie-maison qui vient de se rendre compte à Javel qu'elle n'est pas à l'abri de coups des travailleurs.

L'abstention du P.C.F. sera-t-elle le point de départ de nouvelles luttes ?

(Photo A.F.P.)

LA campagne d'abstention du Parti Communiste est l'un des facteurs politiques majeurs de la situation actuelle. Non seulement par l'influence que cette position peut avoir sur la campagne électorale mais surtout par ses conséquences sur la vie politique du pays une fois passé le 2e tour. Tout d'abord, cette attitude perturbe le mécanisme de tromperie électorale, l'illusion d'un choix possible, qui est à la base de la vie « démocratique » des pays capitalistes avancés. Le nouveau président, bien qu'élu à la majorité des votants, apparaît comme un mal-élu. En se sens, les intentions de la constitution remaniée qui prévoyait une élection à caractère semi-publicitaire pour renforcer l'influence du président face au pays et face aux Chambres, sont mises en échec.

Le Parti Communiste n'a pris cette position « gauchiste » que contraint et forcé par le cours des événements. Il a voulu montrer à l'ensemble des formations bourgeoises qu'elles n'avaient pas intérêt à le maintenir dans l'isolement et que quel que soit le truquage institutionnel, son poids électoral est assez grand pour que son influence joue quand même.

Le parti des abstentionnistes a finalement été aussi présent que ceux des candidats réactionnaires. Surtout, et c'est pour lui l'essentiel, il a fait payer au parti socialiste sa tentative de reconstituer la troisième force sous la direction de Poher en abandonnant l'unité de la gauche et démontrer à toute la gauche non communiste qu'elle n'avait aucune perspective électorale dans cette direction.

Mais l'abstention du P.C.F. par la mise en cause des illusions parlementaires débouche sur d'autres perspectives, extra-parlementaires cette fois. Et c'est pour cela qu'outre la réaction des nostalgiques de la troisième force qui gouvernaient sous la IVe République, s'est déclenchée une violente campagne de la part des deux candidats et de la quasi-totalité de la presse contre l'abstention. Tous les procédés ont été bons, jusqu'aux plus mesquins : le déplacement de l'ouverture de la pêche et le décalage de la course des Vingt-Quatre Heures du Mans n'ont été que les moindres. Une campagne de chantage a laissé entendre que la liberté de vote n'était plus respectée... dans les municipalités communistes. Dans un même temps, une question écrite d'un député socialiste laissait entendre que les renseignements généraux s'intéressaient fort aux abstentionnistes volontaires du deuxième tour dans le but manifeste d'intimider les éventuels abstentionnistes.

Toute cette campagne montre à quel point le Parti Communiste a visé juste en utilisant le moyen de pression de l'abstention.

Et après une campagne vigoureuse, le relatif succès de l'abstention a montré qu'une très large fraction des ouvriers votant communiste a compris l'efficacité de ce geste refusant de cautionner l'un ou l'autre des candidats réactionnaires. Cela signifie aussi que ces électeurs sont prêts, dans une certaine mesure, à intervenir par d'autres moyens.

Car, en refusant la mascarade électorale, en démontrant l'efficacité du mot d'ordre d'abstention quand un parti ouvrier puissant y appelle, le Parti Communiste vient de prendre un tournant qui peut changer de façon sensible la situation politique et sociale dans le pays. En ce sens, la position électorale du Parti Communiste n'aura pas été seulement un hommage involontaire et éclatant à ce qu'offrent les gauchistes depuis un an et une démonstration de la justesse des idées qu'ils défendent, son influence et ses conséquences dépasseront le cadre étroit de la période électorale.

Avec ces élections, un nouveau président et un nouveau gouvernement vont s'installer. Les problèmes masqués un moment par les promesses électorales ne vont pas tarder à ressurgir. D'abord le nouveau gouvernement devra prendre d'urgence des mesures de sauvegarde de l'économie malade d'inflation et de défense du franc défaillant. La hausse du taux d'escompte annoncée avant même le second tour révèle l'urgence des mesures à prendre... Sauver le franc pour la bourgeoisie française, cela ne peut que signifier l'austérité pour la classe ouvrière. Au nom de soi-disant intérêts généraux, les mesures en préparation sont celles qui toucheront principalement les travailleurs : hausse des tarifs publics, attaques contre la Sécurité sociale, semi-blocage des salaires. Cette politique n'est pas nouvelle. Mais ce qui va changer profondément, par rapport à l'époque proprement gaulliste, c'est l'attitude du Parti Communiste et des militants de la C.G.T. Pendant dix ans, la direction du P.C. et de la C.G.T. ont laissé entendre que sous de Gaulle, régime de pouvoir personnel, représentant du pouvoir renforcé des grands monopoles, toute lutte d'envergure était dangereuse et vouée à l'échec, que la seule solution c'était de préparer inlassablement la chute du gaullisme par l'unité de la gauche avec les Mitterand, Mollet et consorts. La chute même de de Gaulle apporte un démenti cinglant à ces perspectives. L'unité de la gauche a vécu dès le moment qu'elle a eu quelques perspectives. Après un an de quasi-inaction, et quelques mois d'inaction totale, pour ne pas « effrayer la population » pendant la période électorale du référendum et des présidentielles, l'échec de la voie électorale et de l'unité de la gauche est patent. Et c'est cet échec que le Parti Communiste a sanctionné en prenant position pour l'abstention.

Cette abstention que le Parti Communiste vient de faire ratifier par ses militants de base et une grande partie de son électorat peut entraîner un changement d'attitude de la C.G.T. dans les entreprises. Puisque les voies parlementaires sont bouchées, il va falloir offrir d'autres formes de lutte aux militants. Et c'est d'ailleurs ainsi sous la forme d'une abstention offensive que ceux-ci l'ont compris et se préparent à l'appliquer. C'est parce qu'ils ont le sentiment que leur parti a gauchi sa position et qu'il se prépare à passer à l'offensive que les militants l'ont approuvé.

Il est donc probable qu'à l'inaction de ces derniers mois, la C.G.T. substitue une lutte revendicative plus énergique. Elle aura d'autant plus tendance à le faire que la majorité parlementaire formée de partisans à courte vue d'une politique plus dure tant face aux étudiants qu'aux bureaucraties syndicales va avoir un poids plus important, et que les syndicats devront probablement défendre une partie des privilèges, des postes et des fonctions que leur octroie l'Etat bourgeois.

Cette nouvelle attitude de la C.G.T. va sensiblement modifier l'atmosphère dans les usines. Si les mouvements profonds de la classe ouvrière sont indépendants, dans une large mesure, de l'attitude de sa minorité militante, il n'en est pas moins vrai qu'une attitude plus offensive des militants C.G.T. agissant ensemble, peut largement contribuer à transformer l'atmosphère des chantiers, des bureaux, des usines. Cette lutte, la C.G.T. la mènera probablement sous forme de grèves partielles, catégorielles et locales. Nous allons probablement voir surgir une série de mouvements auxquels la classe ouvrière participera d'autant plus volontiers qu'elle est restée plus forte qu'avant mai 1968 et que seul le manque de pespectives offertes par les syndicats l'empêchait jusqu'à présent d'agir.

Les révolutionnaires dans ces circonstances peuvent jouer un rôle considérable car ils ont un point de vue propre à défendre. Si les travailleurs sont souvent favorables aux grèves catégorielles et locales, cela tient au fait qu'ils pensent mieux les contrôler et à l'illusion que les revendications peuvent aboutir plus facilement quand elles concernent un petit nombre. A l'usage, ces grèves « peu coûteuses » se révèlent totalement inefficaces quand la classe ouvrière se heurte à une offensive d'ensemble du patronat appuyé par le gouvernement. Et, à la limite, elles peuvent même faciliter la répression patronale lorsque les travailleurs, fatigués de mouvements à répétition, laissent isolée une minorité combattive.

En expliquant que seuls des mouvements d'ensemble peuvent répondre à une attaque d'ensemble, en développant un programme qui facilite l'union des travailleurs autour de revendications qui les concernent tous, ces revendications sont d'ailleurs des revendications dont les grandes centrales syndicales ont fait état en plusieurs circonstances : échelle mobile des salaires, échelle mobile des heures de travail, salaire mensuel garanti, le retour aux quarante heures immédiatement, les militants révolutionnaires peuvent à la fois trouver l'oreille de la classe ouvrière et entraîner les militants de base du P.C.F.

Certes, le parti communiste, en prenant position sur l'abstention, n'ignorait pas les implications revendicatives, militantes et politiques de sa position. Mais il a estimé que l'extrême-gauche est trop faible dans les usines pour pouvoir le déborder sur sa gauche.

Dans les mois à venir, à travers les luttes revendicatives qui se préparent à travers les possibilités qui vont s'ouvrir, les militants révolutionnaires dans les entreprises devront faire leurs preuves devant leur classe et démontrer à la direction du P.C. et aux bonzes syndicaux qu'une fois de plus, et ce n'est pas la première fois, il est dangereux de sous-estimer la force qui réside dans le fait que ces idées ne font qu'exprimer les intérêts profonds, immédiats et à venir de l'ensemble des travailleurs.

Monsieur Pompidou va-t-il relancer la lutte de classe ?

DANS un de ses nombreux discours électoraux, M. Pompidou a émis l'idée que l'on devrait rechercher les moyens de lier le salaire minimum interprofessionnel garanti (S.M.I.G.) non pas au coût de la vie comme cela se pratique actuellement, mais au salaire réel.

L'échelle mobile dont bénéficie actuellement le S.M.I.G. est faussée non par le fait d'être liée aux indices du coût de la vie mais par le fait que ces indices sont définis arbitrairement et le plus souvent truqués. Le but de l'échelle mobile du S.M.I.G. est de revaloriser le salaire minimum en fonction de l'évolution du coût de la vie. Normalement, les salaires réels devraient être indexés sur le S.M.I.G. afin d'éliminer les répercussions des augmentations du coût de la vie. Le but de l'échelle mobile des salaires c'est de garantir le pouvoir d'achat quelles que soient les fluctuations économiques afin d'éviter aux travailleurs d'être constamment obligés de lutter pour maintenir leur niveau de vie, pas pour garantir la paix sociale à la bourgeoisie mais pour permettre aux travailleurs de consacrer leurs forces à un combat politique leur permettant de construire une société débarrassée de l'exploitation.

M. Pompidou veut lier le S.M.I.G. au salaire réel. Mais comment garantir ce salaire réel contre les hausses de prix ? Par la lutte revendicative ! Il n'y a pas d'autre moyen. L'échelle mobile des salaires n'est pas une question d'indices du coût de la vie mais une question de rapport de force entre la bourgeoisie et le prolétariat.

En voulant faire dépendre le S.M.I.G. des salaires réels, M. Pompidou le lie directement à notre capacité de lutte. Montrons lui que nous saurons appliquer la véritable échelle mobile, celle qui n'est pas liée aux indices truqués du gouvernement mais à notre combat permanent pour le maintien et l'amélioration de notre pouvoir d'achat.

La C.F.D.T. dans le marais du Poherisme

A deux reprises le Bureau Confédéral de la C.F.D.T. a pris position en faveur de la candidature Poher à la Présidence de la République. Ce soutien elle l'apporta une première fois au lendemain du premier tour des présidentielles. Dans un communiqué remis à la presse, le Bureau Confédéral estimait que le premier tour ne pouvait être considéré comme satisfaisant, pour les objectifs défendus par la C.F.D.T. en matière de « démocratie économique et sociale » mais, qu'après onze ans de gaullisme « la défense de la démocratie et le respect des libertés individuelles et collectives restent, après le premier tour, la priorité fondamentale de tout renouveau de la vie politique française »...

Du renouveau de la vie politique française à Poher, qui se présentait lui aussi comme « l'homme du renouveau », il n'y avait qu'un pas que la C.F.D.T. ne franchissait d'ailleurs pas explicitement. Elle se bornait à demander aux travailleurs « de tenir compte des différentes préoccupations ci-dessus exprimées dans les considérations qui décideront de leurs votes le 15 juin prochain ».

Mais, du fait que le long communiqué cédétiste faisait allusion à plusieurs reprises à son opposition au gaullisme et aussi « à toute forme de pouvoir personnel, à toute déviation autoritaire ou technocratique de l'Etat », on pouvait en tirer la conclusion que la Confédération prenait position contre Pompidou, c'est-à-dire pour Poher, sans pourtant que le nom de l'un ou de l'autre n'apparaisse une seule fois.

Dans une seconde déclaration, faite au début de la semaine dernière, la Confédération poussait assez loin l'art, tout jésuitique, d'appeler à voter Poher sans prononcer son nom, c'est-à-dire sous une forme strictement allusive.

Car, que disait cette déclaration ?

D'une part, elle condamnait l'abstention en ces termes : « Il n'est pas possible à un républicain, à un démocrate, à un syndicaliste soucieux de sa liberté de contestation, de rester indifférent au scrutin du 15 juin. Toute abstention ne peut être qu'une désertion ; un refus de choisir qui aboutit en fait à choisir ; s'abstenir, c'est accepter ce que d'autres décideront pour vous. »

Notons en passant que le Bureau Confédéral retrouvait le fameux slogan « abstention = désertion » qui, quelques semaines auparavant, avait été l'un des thèmes favoris agités par « L'Humanité » contre les « gauchistes » qui refusaient de participer au référendum. Un peu plus loin, le communiqué attaquait les gaullistes :

« Aujourd'hui, l'avenir de la démocratie exige d'arracher l'Etat à la colonisation d'un parti et d'un clan, d'assurer l'objectivité de l'information, de supprimer les polices parallèles, de dissoudre les C.D.R., de rétablir les libertés compromises. » En fait, le Bureau Confédéral reprenait là presque littéralement les mots de Poher, en laissant croire d'ailleurs que Poher avait réellement l'intention de faire tout cela. Et puisqu'il ne fallait ni s'abstenir ni voter pour le candidat gaulliste, la conclusion était évidente : il ne restait plus qu'à voter Poher.

Faire confiance à un homme de la bourgeoisie, voilà donc ce qu'offrait la C.F.D.T. aux travailleurs. Mais c'est justement là que se trouve la véritable désertion, la véritable trahison. Car voter pour un homme de la droite est-ce en fait, autre chose que « d'accepter ce que d'autres décideront pour vous » ?

Cette prise de position politique de la C.F.D.T. en faveur du président intérimaire décevra peut-être quelques militants qui avaient encore des illusions sur les choix fondamentaux de la direction de cette organisation. Illusions nées en grande partie de la position en faveur des étudiants infiniment plus honnête que celle de la C.G.T., qu'avait pris cette Confédération en mai 68.

Mais cette sympathie manifestée envers les « gauchistes » étaient dans une large mesure tactique, pour le Bureau Confédéral qui avait vu là un moyen de marquer des points aux dépens de la C.G.T. Car il ne faut pas oublier que dans le même temps, Descamps jouait le même rôle que Seguy à Grenelle et ailleurs.

Mais, manœuvrière au niveau confédéral, cette sympathie gauchiste était bien réelle chez nombre de militants cédétistes qui, en mai 68, dans leurs entreprises et dans la rue, surent prendre leurs responsabilités et donner bien souvent aux grèves, un caractère décidé qu'elles n'auraient pa eu sans l'intervention de ces militants.

Ce qui explique pourquoi aujourd'hui un certain nombre d'organisations de la C.F.D.T. (dont notamment les fédérations des postiers et de la métallurgie) ont refusé de choisir entre Poher et Pompidou, et condamné la position du Bureau Confédéral.

Et c'est une manière pour nombre de ces camarades de nous montrer qu'eux ont choisi de continuer le combat pas seulement contre l'Etat bourgeois mais aussi, au sein même de leur Confédération, contre ceux qui voulaient hier se mettre à la remorque de Mendès-France et qui, aujourd'hui, auraient bien voulu prendre place dans la galère pohérienne.

Pohéristes et Gaullistes : LA MEME BANDE

LA bataille était devenue acharnée, la dernière semaine de la campagne entre les deux candidats à la présidence de la République. C'est du moins, la grande presse qui nous l'a dit car nous, nous n'arrivions toujours pas à voir en quoi le programme de Poher différait de celui de Pompidou.

Il est vrai que plutôt que de se différencier de Pompidou quant à l'avenir, Poher avait préférer attaquer le passé du régime gaulliste... et c'est vrai qu'il y avait des choses à dire. Beaucoup plus d'ailleurs que Poher ne l'a fait.

Sans doute, était-il gêné, le pauvre homme ! Gêné par son propre passé, gêné aussi par celui de bon nombre de ses partisans qui soutinrent bien longtemps le régime en question et sa politique.

Poher attaque-t-il la force de frappe ou l'a-t-il fait attaquer dans les colonnes du **Monde** par un certain Delamare, inpecteur des Finances, conseiller technique auprès du président de la République par Intérim ? Le directeur du cabinet de Messmer ministre des armées du gouvernement Couve, peut répondre dans les colonnes du même **Monde** : « M. Delamare a appartenu en 1961 et 1962, en qualité de conseiller technique au cabinet de l'actuel ministre des armées. Je puis témoigner puisque déjà à l'époque, j'assumais moi-même, la direction du cabinet du ministre que M. Delamare y manifesta un zèle méritoire en participant activement à la préparation des plans et programmes dont la mise en œuvre devait aboutir à doter notre pays de cette force de dissuasion, objet de ses critiques ». Et pan !

Poyer dénonce-t-il « les tribunaux improvisés » où siègeaient « des militaires choisis par le pouvoir et qui n'avaient qu'une fonction : non pas rendre la justice mais faire œuvre politique » ?

Et voilà qu'un certain général Le Groignec, général de division aérienne, écrit au général Stelhin, actuellement députés centriste de Paris et ardent supporter de Poher : « Je vous serais très reconnaissant de bien vouloir confirmer à M. Alain Poher que les officiers de l'air siégeant au tribunal avaient été désignés sur les propositions que vous aviez faites en votre qualité de chef d'Etat-major de l'armée de l'air ». Pan ! Pan !

Difficile dans tout ça de distinguer ce qui différencie un homme politique pohériste d'un politicien gaulliste.

En tous cas nous n'avons plus de souci à nous faire pour l'avenir des partisans du candidat vaincu. Ils trouveront facilement du travail au service du vainqueur. Ils ont la qualification pour.

Le 13 juin 1969 un meeting « LUTTE OUVRIERE » à la Mutualité

C'EST dans la grande salle de la Mutualité à Paris que s'est tenu vendredi dernier le meeting de « Lutte Ouvrière » sur le second tour des élections et les perspectives des révolutionnaires.

Pour la première fois depuis mai 1968 « Rouge » ne participait pas à un meeting avec «Lutte Ouvrière». Mais la présence d'un représentant du P.S.U. concrétisait la politique unitaire de Lutte Ouvrière.

Une salle remplie et particulièrement attentive suivit avec intérêt et applaudit chaleureusement les interventions des quatre orateurs de Lutte Ouvrière et de Jean-Marie Vincent représentant du P.S.U.

Les orateurs devaient largement développer l'idée que la classe ouvrière est battue sur le terrain électoral. Elle n'y est en aucun cas majoritaire. Et ce n'est pas parce que ceux qui produisent les richesses de la société ne représentent pas 51 % du corps électoral, ni même de la population qu'ils doivent renoncer à prendre le pouvoir et instaurer pour tous le socialisme.

Puis, abordant les événements de l'an dernier, un camarade affirmait qu'en mai 68 tout n'était pas possible.

Mais ce qui était possible, c'était la conquête de la classe ouvrière par les idées gauchistes et par les organisations gauchistes. Celles-ci avaient conquis la sympathie de milliers de jeunes étudiants et travailleurs. Mais ils n'ont pas pour autant conquis ne serait-ce qu'une avant-garde capable de mener les luttes de la classe ouvrière. Pour cela, il leur faudrait d'abord être implantés dans les usines. Il leur faudrait aussi présenter un visage sinon unifié, du moins, pour commencer, un visage unitaire. Les groupes gauchistes, dont pas un ne peut prétendre détenir le monopole des idées révolutionnaires, ni former le parti nécessaire, ne peuvent se permettre d'avoir une attitude sectaire s'ils veulent attirer à eux les travailleurs.

C'est pourquoi, ce qu'il faut faire, c'est d'abord l'unité de tous les révolutionnaires. Elle est possible car tous, trotskystes, maoïstes, anarchistes, se réclament de la révolution et de la lutte de classes. Cette unité ne créera pas un parti révolutionnaire de type bolchevik, mais celui-ci n'existera rapidement que si elle se réalise.

Elle est indispensable pour que les révolutionnaires puissent présenter à la classe ouvrière un programme adapté à l'époque. Pour cela, l'expérience partielle de chaque groupe est indispensable.

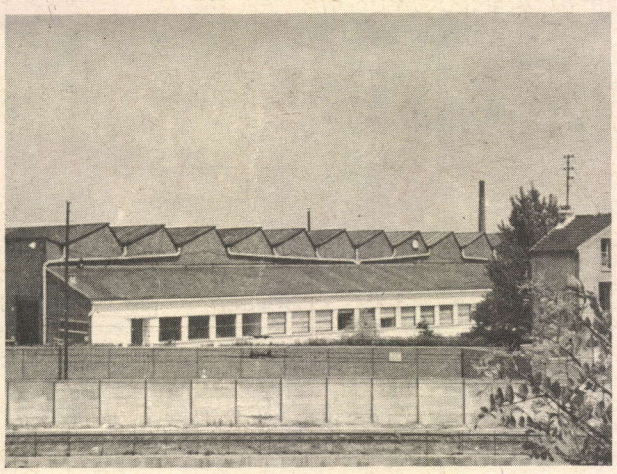
Mais il faut que les groupes gauchistes cessent leurs pratiques sectaires. L'absence de la Ligue Communiste au meeting, pour la première fois depuis mai 1968, est la conséquence de leur attitude au cours de la campagne électorale. Les camarades de la ligue ont préféré faire un lancement publicitaire de leur organisation, plutôt qu'une campagne unitaire. Malheureusement cela leur fera du tort, autant qu'à l'ensemble des gauchistes.

L'unité est le seul moyen aussi de présenter à la classe ouvrière un visage non seulement sympathique mais aussi attirant. Or, toute attitude qui ne vas pa dans ce sens porte tort à l'ensemble des gauchistes et à leurs idées.

Lutte Ouvrière n'a cessé depuis mai de lutter pour la réalisation de l'unité, parce que c'est l'intérêt du mouvement ouvrier. Même si les progrès sont plutôt minces, **Lutte Ouvrière** considère que c'est son devoir de continuer, et elle le fera.

C'est dans cette politique que **Lutte Ouvrière** avait invité le P.S.U. à envoyer à son meeting un représentant.

J.-M. Vincent, directeur politique de « Tribune Socialiste » a défendu à la tribune l'idée que l'union des révolutionnaires était nécessaire. Elle permettra de profiter au maximum des possibilités ouvertes par mai. En même temps, il faut, dit-il, que les révolutionnaires pratiquent un « travail politique de masse ». Il se félicitait que sa présence au meeting et la discussion entre **Lutte Ouvrière** et **Tribune Socialiste** soient un premier pas dans ce sens. Et les chaleureux applaudissements que recueillit J.-M. Vincent ont prouvé le large accord de la salle avec son intervention.



Chez Girosteel - Bourget (Seine-St-Denis)

9 jours de grève

L'USINE qui fabrique des « laminés à froid » emploie environ 150 personnes. La plupart des ouvriers de production sont des travailleurs émigrés, en quasi-totalité des Algériens. Le patron est de style « paternaliste » dans le ton, mais au travail c'est le favoritisme et la discrimination raciale qui font loi.

En mai et juin 68, Girosteel n'était pas une usine particulièrement chaude, l'usine avait continué à travailler normalement. Mais les brimades et vexations continues contre les travailleurs algériens, le fait que deux ouvriers faisant le même travail pouvaient avoir une différence de un franc de l'heure sur le salaire, toutes ces discriminations avaient fait monter la colère des ouvriers.

Au mois de mars, le patron avait promis une augmentation de 5 % et n'avait accordé que 2,5 %

Pendant tout le mois de mai existait dans l'usine une ambiance propice à la lutte.

Le jeudi 5 juin, les ouvriers excédés se réunirent dans la cour : ils établirent un cahier de revendications :

1° Augmentation de salaires de 0,20 F de l'heure.

2° Une rémunération égale à qualification identique pour le travail effectué sur une même machine.

3° Prime de compensation de 20 F pour deux mille tonnes livrées (par mois), plus 0,05 F par tonne supplémentaire.

4° La cessation de discriminations injustifiables contre les ouvriers du fait du favoritisme de la maîtrise.

A cette réunion sont présents les trois quarts des ouvriers de fabrication plus quelques isolés de l'entretien. La grève totale avec occupation est votée par tous les présents.

Seuls restent au travail, les ouvriers français et quelques travailleurs algériens « favorisés » par la maîtrise.

Parmi les grévistes, on trouve seulement deux Français, un ouvrier et le délégué syndical C.F.D.T., militant dynamique et profondément honnête.

Les ouvriers en grève n'ont pas fermé les portes — les non-grévistes pourront se rendre à leur travail — mais, par contre, aucun camion ne pourra ni entrer ni sortir : le patron voulant faire entrer un wagon, les grévistes se couchèrent sur la voie. Voyant cela, le patron fit venir un huissier pour lui faire constater que, selon l'article 414 du code, les grévistes portaient atteinte à la propriété patronale en empêchant les camions d'entrer.

En fait, l'huissier nota le compte-rendu et les noms que le patron lui dicta. Suite à cela, quatre travailleurs dont le délégué syndical C.F.D.T. (qui avait neuf ans de présence à l'usine) reçurent le lundi 9 juin, au cinquième jour de grève, une lettre de licenciement pour faute grave, avec menaces de poursuites judiciaires.

Mais la combativité des grévistes ne faiblit pas. Personne ne fit défection.

Un briseur de grève par trop arrogant et raciste, se vit signaler à ses voisins, devant sa maison, « vendu au patron », écrit à la peinture, une flèche désignant son appartement. La maîtrise commençait à baisser pavillon.

Malheureusement, les grévistes étaient isolés. Leur seul lien avec l'extérieur se faisait par la C.F.D.T. puisqu'il n'existait qu'une section C.F.D.T.

Le neuvième jour de grève, il y eut une entrevue entre l'inspecteur du travail, le délégué C.F.D.T. et le permanent C.F.D.T.:

A propos des grévistes licenciés pour entrave à la liberté du travail, l'inspecteur déclara les licenciements valables, il déclara même que les faits invoqués étaient passibles de prison et qu'en cas d'« incident », les travailleurs émigrés seraient reconduits à la frontière.

Quant aux revendications des travailleurs l'inspecteur se fit le porte-parole du patron en disant que ce dernier était prêt à discuter si le travail reprenait et qu'il accepterait de payer leur préavis aux trois licenciés.

De retour devant les travailleurs, le permanent C.F.D.T. qui, après le maintien du licenciement, devenait le seul interlocuteur avec lequel le patron acceptait de dialoguer, expliqua aux grévistes : « Si vous continuez, vous allez être renvoyés dans vos pays, alors réfléchissez. Si vous reprenez le travail, le patron se montrera raisonnable, on m'en a fait l'assurance » (!).

Indignés, les grévistes opposèrent un violent refus : « Nous ne reprendrons que lorsque nous connaîtrons les résultats. »

Devant la détermination des grévistes, le permanent se mit à faire la navette, direction - grévistes. La direction refusait toujours de dialoguer directement avec les grévistes.

Le permanent revint déclarant : « On m'a dit les propositions du patron, mais je ne peux pas les dire, car j'ai promis. Vous pouvez reprendre, c'est acceptable. »

Nouveau refus des grévistes. Finalement, la Direction accepta de dire à deux ouvriers grévistes ses propositions :

— 10 centimes d'augmentation de l'heure, 0,001 F la tonne au-desus de deux mille (cela fait 4 francs par mois en gros).

Refus unanime des ouvriers.

Le chef du personnel, après avoir téléphoné au patron, vient annoncer ses nouvelles propositions : 15 centimes en dessous de 4,20 de l'heure, 12 au-dessus.

A sa surprise, refus des ouvriers.

Nouveau coup de téléphone : nouvelles propositions : 0,20 F de l'heure, les grévistes demandent le paiement des jours de grève. Semi-accord pour la moitié des heures, mais le patron va venir lui-même pour signer.

Le moral est remonté.

A 21 h, le patron fait venir le personnel à la cantine ; bien à l'abri, le permanent fait toute une sauce pour annoncer les termes de l'accord :

— 0,20 F de l'heure en plus (0,15 F de 4,20 à 5 F ; 0,12 F au-dessus) ;

— 0,002 F par tonne (8 F par mois) ;

— La direction promet d'égaliser les salaires par machine.

— Le patron s'engage personnellement (sic) à passer une note et à veiller à ce qu'il n'y ait plus de racisme.

Mais pour le paiement des heures de grève, la direction se contentait de faire une avance d'argent sur les heures supplémentaires... à venir. Les trois licenciements étant maintenus avec leurs indemnités.

Si les grévistes de Girosteel ont obtenu satisfaction sur une des revendications qu'ils demandaient, il y avait de l'amertume dans les cœurs. D'abord, leur délégué syndical, en qui ils avaient confiance, était licencié, et par contre, l'image du permanent syndical incapable les écœurait.

Mais à la fin, les travailleurs ont décidé de ne pas laisser tomber le syndicat et un travailleur algérien déclarait : « on s'en occupera entre nous ! »

Nous pouvons leur faire confiance.

Fin de la grève chez Vitho (Saint-Ouen)

LA grève Vitho touche à sa fin. Après 12 jours de grève le patron a accepté mercredi soir de rencontrer les représentants des grévistes en présence de l'inspecteur du travail.

De cette réunion ressortaient les propositions suivantes :

— Paiement intégral des congés de maternité à revoir en septembre (si le résultat était positif, applicable avec effet rétroactif depuis le 1er juin 1969) ;

— Paiement intégral des congés accident de travail (à revoir en commission paritaire le 19-6-69 à l'échelle nationale);

— Augmentation des salaires :

- 3,41 3,47
- 3,47 3,51
- 3,50 3,61

en plus de l'augmentation normale prévue avant la grève, applicable en août au lieu de septembre ;

— Révision de la grille des salaires le 25-6-69 ;

— Paiement des 2 heures de diminution horaire acquise avant la grève pour les femmes au taux normal ;

— Une heure de diminution horaire pour les hommes applicable en octobre : 51 h de travail payées 53 h au lieu de 52 h de travail effectif actuellement ;

— Paiement des 3 heures de grève du 21 mai, réparties :

- 1 h 30 payée,
- 1 h 30 à « récupérer » sur les 2 h mensuelles d'information syndicale (le patron préfère voir ses ouvriers au travail plutôt qu'en réunion syndicale, c'est tout bénéfice pour lui).

Jeudi soir, lorsque les responsables C.F.D.T. sont venus devant l'assemblée des grévistes exposer ces maigres résultats comme une victoire malgré tout :

— Les Français, en majorité des femmes, ont accepté la reprise ainsi présentée avec un certain soulagement, beaucoup d'entre elles, devant les pressions familiales et des situations individuelles dramatiques, ne pouvaient plus tenir longtemps ;

— Mais lorsque le traducteur africain a dû expliquer à ses camarades que les résultats étaient pratiquement nuls pour eux, leur colère s'est retournée contre lui (d'autant plus que les autres « responsables » étaient partis en emmenant les Français). Ils constataient amèrement que bien qu'ils aient largement contribué à la grève (ils représentaient l'énorme majorité des grévistes et une trentaine d'entre eux savaient pertinemment que leur contrat expirant le 30-6-69 ne serait pas renouvelé), on s'était servi de leur force, sans vraiment défendre leurs intérêts.

Il est vrai que la grève était dans une impasse, la production des yaourts touchant à sa fin pour la saison, d'autre part les jaunes de la C.G.T. livraient toujours et allaient même se réapprovisionner en province. Les perspectives de grande victoire étaient donc faibles.

Cet accord n'est évidemment pas grand-chose et les seuls acquis concernent une minorité de grévistes, en particulier les femmes. Les salaires sont si bas que les travailleurs de chez Vitho, même en travaillant 52 heures par semaine, auront toujours autant de mal à joindre les deux bouts en fin de quinzaine. C'est loin d'être une victoire sur ce plan-là.

Cependant, les travailleurs de chez Vitho ont fait l'expérience de la grève : ils ont su tirer les conclusions qui s'imposent sur le rôle des briseurs de grève de la C.G.T. D'autre part, ils ont aussi appris qu'une grève demandait de la part des grévistes, plus que la simple volonté de se battre, mais la conscience des responsabilités à prendre dans les discussions et les décisions. La grève étant l'affaire de tous les travailleurs, et les « mandatés » qui sont allés discuter avec le patron n'étaient pas le reflet de la volonté des travailleurs. Ils ont discuté et signé des propositions qui n'ont jamais été votées en assemblée générale des grévistes.

D'autre part, l'atmosphère a bien changé chez Vitho : c'est la première vraie grève menée chez Vitho. Les travailleurs français et immigrés ont fait l'expérience de leur solidarité et de celle des travailleurs des autres entreprises de Saint-Ouen.

L'essentiel est que la combativité n'est pas morte : c'est ainsi que vendredi, au cours de la reprise du travail, un chef a injurié un gréviste en le traitant de « salaud », de « fainéant »... lui ordonnant de rejoindre les sales grévistes (c'est-à-dire ceux qui n'avaient pas encore repris, attendant les ordres du patron selon les besoins de la production). La nouvelle a été colportée immédiatement à la permanence de la grève et c'est devant la fermeté de soixante-dix travailleurs réunis dans la cour que le patron a dû s'engager bien malgré lui à mette fin aux brimades du système colonial et de l'esclavagisme (les coups contre les ouvriers étaient fréquents). Le patron s'est vu obligé de s'entendre dire que si les brimades recommençaient elles risquaient de ne plus être à sens unique et que les yaourts et les chefs risqueraient de ne pas sortir entiers de l'usine.

ACCIDENTS DE LA ROUTE :

Haro sur les routiers

UN Congrès des routiers vient de se tenir du 24 au 26 mai à Bègues (Allier). Nous citons ici quelques extraits d'une intervention sur les accidents des routiers qui y fut prononcée.

« J'ai maintenant le col de la hanche en matière plastique à la suite d'un très grave accident de la route qui me laisse à 30 ans, handicapé pour le reste de ma vie.

« Mon généreux employeur n'a pas attendu la consolidation de mon accident pour me licencier, voilà aussi un aspect de l'intéressement négligé par ceux qui, la bouche en cœur, en font le remède miracle de l'inégalité sociale. Mon histoire est malheureusement l'illustration frappante de ce que réserve la pratique de notre métier à beaucoup d'entre nous, des risques d'accidents qui iront en s'aggravant.

« Nous avons le triste privilège d'avoir le plus mauvais réseau routier en Europe (...) s'il y a des problèmes de circulation c'est de la faute aux conducteurs, disent les pouvoirs publics. ILS SONT IMPRUDENTS, comme s'il n'était pas question de notre peau dans le risque d'accidents. ILS VONT TROP VITE, mais qui donc fabrique les véhicules en recherchant le maximum de vitesse, mais qui donc a instauré le travail au tour avec les mots savants de rotation plus grande du matériel afin d'assurer la rentabilité.

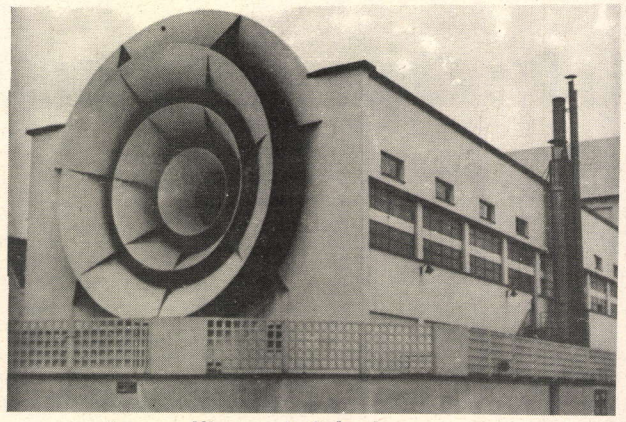
« ILS ONT, CES CONDUCTEURS, DES HORAIRES EXCESSIFS, cause de défaillances avec pour conséquences, de graves accidents, mais qui donc nous les impose ces horaires comme si nous étions des hystériques à qui il faut, pour être heureux, de 14 à 16 heures par jour de volant entre les pattes !

« Alors, pour compenser les autoroutes manquantes, à la réglementation on ajoute d'autres réglementations, multipliant les interdictions ce qui, dès le départ de notre journée de travail nous place dans la catégorie susceptible de commettre des infractions que nos braves gendarmes ne se font pas faute de sanctionner.

« S'il se produit l'accident grave occasionnant des morts, on passe du stade de la contravention à la délinquance avec la prison et l'opprobre des bons citoyens respectueux des lois. »

Exclusion de la C.G.T. chez HISPANO (Colombes)

AU cours des dernières semaines, l'appareil C.G.T. d'Hispano a exclu 3 syndiqués, connus de longue date et qui avaient osé se réclamer d'une autre politique que celle du Parti Communiste. Les uns militants du P.S.U., les autres se réclamant des idées de Lutte Ouvrière.



Hispano à Colombes

Ces trois syndiqués avaient participé à la rédaction et à la distribution d'une feuille révolutionnaire intitulé « Gauchistes » qui peu de temps auparavant avait commencé à sortir réunissant toutes les tendances révolutionnaires existant à l'usine : le P.S.U., Lutte Ouvrière, et Vive le Communisme (marxiste-léniniste).

Après sa première parution, la réaction de la C.G.T. ne se fit pas attendre. Elle ne pouvait pas supporter un seul instant que des militants s'organisent hors du syndicat pour discuter démocratiquement et pour défendre les idées révolutionnaires devant leurs camarades de travail.

Et quelques jours plus tard, sans prévenir, sans réunion, sans même un semblant de démocratie, la Commission exécutive de la C.G.T. décida de son propre chef l'exclusion de ces militants, qui ne l'apprirent eux, que plus tard par la rumeur.

Il est certain que la feuille « Gauchistes » eut un rôle dans l'histoire et qu'elle fut de l'aveu même d'un bonze syndical, la goutte qui fit déborder le vase. Mais il est non moins certain aussi que même sans elle, ces camarades auraient été exclus. « Gauchistes » ne fut qu'un prétexte.

En effet les exclusions avaient commencé bien avant à Hispano.

Il y a quelques mois déjà, un délégué personnel, l'un de ceux qui en mai avait en tête de son atelier fait débrayer toute l'entreprise, fut à la rentrée après fortes pressions, éliminé des listes de délégués.

Puis ce fut le tour d'un militant pro-chinois des ateliers. La première fois l'appareil stalinien ne réussit à obtenir de sa section qu'un blâme, mais plus tard ce fut l'exclusion.

Par la suite, la C.G.T. ne recula pas devant la dénonciation publique et elle sortit un tract les dénonçant comme des ouvriers « irresponsables » car ils s'étaient permis de prolonger un peu trop un débrayage prévu pour un quart d'heure et d'organiser une discussion dans les ateliers à propos des revendications.

Mais ce fut au dernier Congrès syndical des mensuels, (une semaine avant la parution de « Gauchistes ») que furent préparées les exclusions des révolutionnaires restant encore à la C.G.T.. En effet le principal but de ce Congrès fut de rectifier les statuts syndicaux pour faciliter les exclusions.

L'appareil stalinien ne pouvant pas supprimer des statuts cette clause : « Le syndicat, groupant les salariés de toutes opinions, aucun adhérent ne saurait être inquiété pour la manifestation des opinions politiques ou philosophiques qu'il professe, en dehors de l'organisation syndicale », il y fit rajouter ce paragraphe. « La liberté d'opinion et le libre jeu de la démocratie prévus et assurés par les principes fondamentaux du syndicalisme, ne sauraient justifier ni tolérer la constitution d'organismes agissant dans le syndicat comme fractions, dans le but d'influencer et de fausser le jeu normal de la démocratie dans son sein. La participation à des organismes dont l'activité est dirigée contre la C.G.T., ses statuts, son orientation définie par les assemblées de syndiqués et le congrès, est incompatible avec l'appartenance à la C.G.T. » !

Après la voie était libre et c'est avec des trémolos et l'assurance de ses « profonds regrets » que la C.G.T. annonça aux travailleurs les exclusions des camarades expliquant qu'on ne leur reprochait pas d'avoir leurs idées mais d'avoir désobéi au congrès.

Pourtant à Hispano, ces exclusions firent du bruit et ne passèrent pas si facilement que prévu. Et quand deux exclus réunirent une dernière fois leur section et firent voter leurs camarades, aucune voix n'osa s'avouer d'accord avec ces méthodes, 7 s'y opposèrent et trois seulement s'abstinrent.

Mais cette réunion syndicale fut décrétée « illégale » par le représentant de la C.E. à la section qui déclara que l'avis des syndiqués de toutes manières ne comptait pas. Ce n'eut pas l'heur de plaire aux syndiqués en question qui réclamèrent alors une réunion générale des syndiqués. La C.E. répondit dans une lettre individuelle toute mielleuse par une fin de non recevoir. Cela aurait sans doute dépassé les limites de ce qu'elle appelle la démocratie.

En attendant, la preuve a été faite devant de nombreux travailleurs d'Hispano que le syndicat n'est plus ce qu'il devrait être : la maison de tous les travailleurs et qu'il suffit d'avoir des idées puis à gauche que celles de l'appareil pour être irrémédiablement éliminé. Et si les travailleurs ne comprennent pas bien les raisons de ces exclusions, du moins n'acceptent-ils pas de voir ainsi leur avis bafoué et le syndicat privé de militants qui sont parmi les plus dévoués aux intérêts des travailleurs.

Air-France-Blanqui (Paris 13e)

Chez les perfos-vérifs : 3 semaines de grève une victoire

LUNDI 2 juin, les perforeuses-vérifieuses, après une grève de trois semaines, reprenaient le travail. Elles obtenaient satisfaction sur la presque totalité des revendications déposées. 180 perfos-vérifs ont mis en échec les plans de la direction d'Air France et entraîné les syndicats dans une lutte que certaines organisations voulaient enterrer après trois jours de grève.

Vendredi 9 mai, les syndicats rendaient compte d'une entrevue avec la Direction, qui avait pour objet la revalorisation de l'emploi dans une catégorie supérieure. Une fois encore la réponse était NON ! Le « manège » durait depuis trois ans. Mais, non contents de cela, les patrons annonçaient une modification des horaires, qui aurait pour résultat d'aggraver considérablement les conditions de travail d'un personnel exclusivement féminin. Le prétexte était un problème de locaux, de surface, dû principalement à l'installation de machines nouvelles. En fait, la Direction recherchait le rendement maximum de ses machines. Celles-ci sont plus rentables dans une utilisation quotidienne de 16 heures par jour que dans ce qui se faisait actuellement, soit 8 heures.

Le travail devait se faire en deux équipes. La première, celle du matin, étalée sur 6 jours de la semaine, commencerait à 7 h, la deuxième, celle du soir, sur 5 jours, terminerait à 22 h.

Pour la majorité des perfos-vérifs cela signifiait la démission si la Direction imposait son horaire.

Donc le vendredi 9 juin, après le compte rendu des syndicats, les perfos-vérifs votaient 48 heures de grève pour :

1) Le maintien d'horaire dit administratif, soit cinq jours, de 8 h 30 à 17 h 20 ;
2) La revalorisation de l'emploi au niveau de la catégorie II avec :
   a) Intégration des primes et surprimes dans le salaire de base ;
   b) Suppression de la prime de rendement (nombre de perforations à l'heure, entre 8.000 trous et 14.000 trous) par son intégration au salaire au taux maxi (14.000) ;
3) Reclassement dans d'autres emplois après 10 années de travail en perfo-vérif.

Toutes les discussions avec la Direction eurent, à l'issue des 48 heures de grève, un résultat négatif. Se posait donc, la poursuite ou non de la grève. L'intersyndicale (C.G.T., F.O., C.F.D.T., C.F.T.C.) commença à être secouée par des divergences.

La C.F.T.C., jusqu'alors majoritaire dans ce secteur, était favorable à la reprise du travail. La C.G.T. était fort indécise. Elle proposa aux autres syndicats une déclaration commune qui serait faite aux perfos-vérifs, réunies en assemblée. Les responsables F.O. la refusèrent et chaque organisation dut exprimer sa position devant les grévistes. F.O. proposa la grève illimitée et emporta l'adhésion des grévistes, qui votèrent cette décision après une courte discussion. Tous les syndicats ne pouvaient que se mettre dans le sillage.

La grève dura encore deux semaines, et petit à petit, la Direction qui avait certainement misé sur la C.F.T.C. pour la reprise du travail fut amenée à capituler.

En effet, dès le début de la grève, la C.F.T.C., joua le rôle de l'interlocuteur privilégié, puisque majoritaire dans ce service, auprès de la Direction. Celle-ci, devant les appels pressants de la C.F.T.C., a pensé que la grève ne durerait pas, devant l'attitude d'un patron qui restait intransigeant.

Mais les mécanographes ne suivaient plus la C.F.T.C. Au cours des réunions syndicats-Direction, de nombreuses perfos-vérifs sont venues suivre les débats et ainsi pouvaient juger les représentants syndicaux.

Dans les derniers dix jours, la C.F.T.C. sentit son audience baisser et, alors qu'elle avait disposé de l'approbation des perfos avant la grève, elle ne contrôla plus le mouvement. Les adhérentes même étaient pour la continuation de la grève, alors que dans les réunions réservées à celles-ci, leur dirigeant préconisait ouvertement la reprise du travail.

Des tracts avaient été préparés pour informer les autres travailleurs d'Air-France. Il en fut un, la C.G.T. était chargée de le tirer au nom de l'intersyndicale, qui resta une semaine sur la ronéo avant d'être tiré et lorsqu'il le fut, on constata qu'il était dépassé ! C'était la reprise ! Ce tract avait pour thème « Elargissons la lutte ». Il était facile d'en tirer des explications. La C.G.T. était dans la grève mais pas favorable du tout à l'extension d'un mouvement qu'encore une fois elle ne contrôlerait peut-être pas.

Force Ouvrière (où des militants sont taxés de gauchistes) qui n'avait au début aucune militante parmi les perfos-vérifs, donne quand même, avec des délégués venus d'autres services, un certain dynamisme au mouvement.

La C.F.D.T. suivit le mouvement, apporta son soutien, mais ne prit aucune initiative.

Lundi 2 juin, après qu'il y eut chaque jour des assemblées de grévistes, le personnel perfos-vérifs se prononça pour la reprise du travail.

— Le projet d'horaire de la Direction était abandonné. Par écrit elle s'engageait à maintenir l'ancien horaire de travail ;
— La prime de rendement allait être intégrée à un taux moyen de 93,33 F correspondant à 12.000 perforations à l'heure.
— La revalorisation de l'emploi n'était pas négligeable. Elle entraînait des augmentations de salaire réelles allant, suivant les cas, jusqu'à 13 % soit de 50 à 130 F.
— La direction prenait l'engagement de procéder à des reclassements d'emploi pour le personnel ancien.

Bien sûr, restait le paiement des jours de grève. La Direction s'y refusait catégoriquement et après trois semaines de grève personne ne pensait qu'elle céderait sur ce point.

Une collecte faite auprès de tous les travailleurs d'Air France, 18.000 F, permettra de verser à chaque gréviste 120 F environ, soit deux jours de grève.

Si la fin du mois sera dure il n'en reste pas moins que les perfos-vérifs ont repris avec un sentiment de victoire : LA LUTTE A ETE PAYANTE.

Les militants et les sympathisants de « Lutte Ouvrière »

Nous avons reçu cette quinzaine un abondant courrier relatant de nombreuses interventions de militants et de sympathisants de notre journal au cours de la campagne électorale pour le deuxième tour des élections présidentielles, courrier dont nous extrayons les passages suivants :

A la Pte Clignancourt (Paris)

SAMEDI 7 juin, à 17 heures 30, des camarades déployaient une banderole sur le terre-plein, devant le métro. « Ni Pompidou, ni Poher ». Une camarade prenait la parole devant quelques dizaines de personnes qui s'étaient rassemblées à l'annonce de la réunion pour expliquer les raisons pour lesquelles les travailleurs doivent refuser de participer le 15 juin à l'élection du président de droite, chargé d'assurer sept ans de plus les meilleures conditions d'exploitation. Elle concluait en déclarant que les élections ne pourraient d'ailleurs jamais rien régler et que seule la lutte des travailleurs pourrait améliorer notre sort.

Une discussion s'engageait ensuite, qui durait encore à 19 heures, par petits groupes sur différents points ; quelques partisans du « moindre mal » Poher ; et des militants C.G.T., qui étaient sensibles au fait que le P.C.F. avait recherché pendant des années l'alliance à droite, qui l'avait conduit à l'impasse actuelle. « Si le P.C.F. n'avait pas rendu impossible, par la guerre qu'il livra aux gauchistes, un candidat commun de l'extrême-gauche P.C.F. - gauchistes, celui-ci serait présent au deuxième tour ! » Réponse d'un militant C.G.T. : « C'est vrai qu'on ne s'en sortira jamais si on n'arrive pas tous à se retrouver dans un grand rassemblement unitaire vous et nous. »

L'heure n'était donc plus aux calomnies, mais à la discussion : tout en gardant leurs illusions sur le P.C.F., la nostalgie de l'unité dans la lutte entre militants du P.C.F., de la C.G.T. et les gauchistes était ressentie par bien des participants.

Aux Chèques-Postaux Paris-15

Mercredi 11 juin, des militants de « Lutte Ouvrière » ont expliqué devant les chèques postaux (rue des Favorites) les raisons qu'avaient les travailleurs conscients de s'abstenir. Contrairement à la prise de parole qui s'était faite deux semaines plus tôt, où des cégétistes avaient bousculé des camarades venus expliquer leur soutien à Krivine, cette fois l'intervention s'est faite dans le calme. On aurait mal vu les cégétistes et militants du P.C.F. s'en prendre à des militants qui, comme eux, prônaient l'abstention.

Les camarades ont insisté sur le fait que le choix Pompidou ou Poher ne concernait en rien les travailleurs et que le P.C.F. avait rejoint la position des révolutionnaires.

Cette intervention fut bien accueillie, en particulier par les travailleurs du tri qui suivirent pendant les vingt minutes d'intervention, ce qui était dit, avec attention.

Au Carbonne-Loraine (Gennevilliers)

Avant le premier tour, une équipe de camarades était intervenue publiquement à la porte de Carbone-Lorraine pour soutenir la candidature Krivine. Banderoles, affiches, vente du journal et prise de parole : un ouvrier, licencié 3 mois auparavant de l'usine, sans aucun autre motif que ses opinions, expliquait les raisons de la candidature d'un révolutionnaire. Ceci pour la sortie du 1er service de la cantine à 12 h 30.

Mais les staliniens de Gennevilliers réussissaient dans la demi-heure, à mobiliser plus de 30 personnes, pour la plupart extérieures à l'entreprise. Et au 2e service, à 13 h 30, avec tract (le tract national du P.C.F. dirigé spécialement contre Rocard et Krivine), et sono (« cette fois-ci, camarades, nous les chasserons politiquement ! »), ils réussissaient à saboter la prise de parole, allant même jusqu'aux coups pour empêcher la vente du journal.

Ce qui se retournait d'ailleurs contre eux dans l'usine. Dès le lendemain la C.F.D.T. publiait un tract dénonçant ces méthodes inqualifiables pour tout militant ouvrier honnête.

Le jeudi 12, les mêmes camarades revenaient expliquer les raisons qui les faisaient appeler à l'abstention au 2e tour ; la prise de parole eu lieu à 13 heures 20, et se passa normalement ; si l'assistance ne fut pas très nombreuse, comme le 29 mai, tout le monde écoutait aux fenêtres des H.L.M. On vit même un des cogneurs du 29 mai, militant C.G.T. de l'usine, venir écouter, et déclarer, cette fois-ci de façon plutôt sympathique : « Après tout, pourquoi se taper dessus, on est d'accord, cette fois au moins. » Et pour toute l'usine, c'était d'ailleurs visible dans les réactions des ouvriers, les révolutionnaires avaient marqué le coup, et montré leur volonté de présence.

Au métro République

Il y a eu une prise de parole au métro République pour expliquer la position de « Lutte Ouvrière », au sujet de l'abstention.

Renouant quelque peu avec les traditions de mai, des camarades ont commencé par faire des affiches manuscrites et à les mettre avec du scotch sur les murs, laissant le temps aux voyageurs de s'attrouper. Une camarade a pris la parole pendant quelques minutes, puis l'assistance n'ayant pas de questions à poser et comme d'autres personnes arrivaient, s'attroupaient et attendaient, un autre camarade a repris et redéveloppé le même point de vue.

La police du métro est intervenue à deux reprises pour disperser l'attroupement sous prétexte que nous empêchions les voyageurs de passer.

Plusieurs personnes ont pris énergiquement position en notre faveur, rappelant que pratiquement tous les jours au même endroit des guitaristes s'installaient et créaient aussi un attroupement sans que cela ne pose de problèmes. A quoi, le personnel de la R.A.T.P. a répondu que pour les guitaristes, ils avaient des ordres de laisser jouer...

Finalement, une quinzaine de policiers sont intervenus et l'attroupement a dû se disperser. Mécontents, certains disaient : « Pour une fois que quelqu'un avait des choses à dire » — « C'est ça la liberté d'expression ».

Le Comité d'action révolutionnaire (Aubervilliers-La Courneuve)

Le samedi 14 juin à 17 heures 30, une douzaine de militants du C.A.R. se rassemblèrent sur le marché des « Quatre-Chemins » à Aubervilliers, distribuant un tract pour l'abstention.

Un camarade prit la parole, une vingtaine d'habitants du quartier s'arrêtèrent, puis trente, quarante, jusqu'à plus d'une soixantaine, non compris les militants du C.A.R. La camarade expliqua les raisons de s'abstenir, rappelant que le terrain réel était celui de l'usine et de la rue. Un deuxième camarade s'adressa plus particulièrement aux militants et sympathisants communistes, les appelant à rejeter l'alliance à droite, et à s'unir aux révolutionnaires dans la lutte.

Ayant demandé si des questions voulaient être posées, un habitant du quartier, partisan de voter Poher comme un moindre mal, s'approcha et entama le dialogue.

Celui-ci dura un quart d'heure, les passants faisaient cercle pour écouter et voir.

Finalement, cette prise de parole qui faisait suite à celle d'il y a quinze jours sur le premier tour, a été accueillie de façon très sympathique et a même réuni plus de monde que le précédent meeting au même endroit.

Au métro LE PELLETIER

A la station de métro Le Pelletier, des sympathisants de « Lutte Ouvrière » ont organisé, le 11 juin, une prise de parole à la sortie des nombreux bureaux de ce quartier. Plusieurs dizaines de personnes s'arrêtèrent pour lire des affiches manuscrites et pour entendre les interventions de plusieurs camarades qui se succédèrent pour expliquer que le choix entre Pompidou et Poher n'en était pas un, et que cela montrait bien que le terrain de lutte des travailleurs n'était pas dans l'isoloir, mais dans les usines, les bureaux et la rue.

Les gens écoutaient, intéressés par ce que pouvaient dire des gauchistes sur un scrutin qui ne passionne guère.

Au bout d'une demi-heure, les flics intervenaient, embarquant, malgré l'indignation des gens, un camarade qui était en train de parler. Sitôt partis, la discussion a repris sur la liberté d'expression, et une altercation s'ensuivit avec un gaulliste bon teint qui trouvait parfaitement justifiée l'intervention de la police, les gauchistes « faisant plus de bruit qu'ils ne recueillaient de voix ». Quelle ne fut pas sa surprise lorsque, cherchant à prendre d'autres gens à témoins, il dut constater que personne n'était hostile aux gauchistes, mais que tout le monde trouvait les idées révolutionnaires au moins aussi bonnes à entendre que les autres.

Métro PELLEPORT (Paris-20)

Lundi 9 juin, c'est la police qui a interrompu un débat organisé par des sympathisants de « Lutte Ouvrière » à la sortie du métro Pelleport (20e arrondissement) sur la question de l'abstention au second tour.

Vers 18 h, quelques sympathisants ont d'abord installé des affiches manuscrites annonçant la réunion, ainsi qu'une banderolle en travers des deux arbres qui font face à la sortie.

Puis un camarade, habitant le quartier prit la parole devant une trentaine de personnes. A la fin, il y eut de nombreuses questions et le débat durait déjà depuis une demi-heure lorsqu'un car de flics surgit intempestivement.

L'orateur essaya bien de « parlementer » avec la police, demandant notamment quel délit il avait commis. La seule réponse qu'il obtint, ce fut : « nous avons des ordres » ! Et devant la foule stupéfaite et indignée, l'orateur fut embarqué ainsi que deux habitants du quartier.

Au poste, notre camarade apprit que c'était le député (gaulliste) de l'endroit qui, passant en voiture devant la station de métro, avait appelé la police. Il fut relâché environ une heure après, ainsi que les deux personnes « coffrées » avec lui.

Pendant ce temps, les assistants de la réunion ne s'étaient pas dispersés ; ils commentaient encore l'« événement » lorsque survinrent deux gaullistes qui se mirent à distribuer des « invendus » du journal « Le Défi Français ». La venue des deux gaullistes était vraisemblablement une coïncidence. Néanmoins, les passants firent passer sur eux leur colère. Il s'en fallut de peu qu'on en vint aux mains...

Toujours est-il que la police n'a réussi dans cette affaire qu'à se faire un peu plus mal voir... et à accroître l'audience des « gauchistes » (et le nombre de « Lutte Ouvrière » vendues) à Pelleport.

LUTTE OUVRIERE

Directeur Publication : Michel Rodinson

ABONNEMENTS :

6 mois ..... 15 F
1 an ..... 25 F

ABONNEMENTS DE SOUTIEN :

6 mois ..... 30 F
1 an ..... 50 F

ABONNEMENTS SOUS PLI FERME :

6 mois ..... 35 F
1 an ..... 65 F

Correspondance :

M. RODINSON - Initiative Socialiste - 54, rue Monsieur-le-Prince - PARIS-6e

Distribué par les N.M.P.P. — C.P.C. - PARIS

interviennent dans la campagne électorale

A Peugeot (Sochaux)

Jeudi 12 juin, pour la première fois, les vendeurs de Lutte Ouvrière ont fait une prise de parole devant les usines. De nombreux travailleurs sont transportés en car, et c'est en attendant de monter dans ceux-ci qu'ils ont pu entendre les révolutionnaires expliquer leur position sur le deuxième tour des élections présidentielles. En effet, vers 13 h 15, des vendeurs de notre journal ont brusquement déployé une banderole « Lutte Ouvrière » et deux pancartes sur lesquelles était collée la page centrale du journal. Aussitôt un cercle de 4 à 500 personnes se forma. Monté sur une chaise et à l'aide d'un haut parleur un camarade dénonça la farce électorale. Il affirma qu'en aucun cas les travailleurs n'avaient à choisir entre deux candidats de la bourgeoisie, aussi réactionnaires l'un que l'autre. Devant les travailleurs attentifs, il expliqua que lorsque les ouvriers veulent avoir satisfaction à leurs revendications, ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes, dans leurs luttes dans les usines. Comme en juin 36 pour les congés payés et les délégués du personnel, comme en mai-juin en occupant l'usine, ou comme le mois dernier les travailleurs de l'électrophorèse qui ont débrayé et obtenu en partie satisfaction pour leurs conditions de travail.

Pendant tout ce temps des jeunes étudiantes passaient parmi les ouvriers pour vendre le journal.

L'orateur termina le meeting en disant que le 15 juin, il valait mieux aller à la pêche que dans l'isoloir, qu'après le 15 juin, il fallait préparer d'autres mai 68.

Le meeting terminé, les ouvriers montèrent dans les cars et continuèrent à discuter entre eux des élections et de la prise de parole. Le lendemain matin dans l'usine ce fut de même. Les commentaires allaient bon train : « tu as vu, ils ne veulent pas le « bordel », il a bien expliqué ». Ou encore : « Mais il a raison, et puis il n'a pas proposé les mitraillettes - et si les syndicats faisaient ça, les gars seraient mieux informés ».

En tous cas les membres du P.C.F. qui distribuaient leur journal, ont été surpris par la rapidité de l'intervention et l'ancien secrétaire de la C.G.T. qui était présent n'a pas dit mot. Ses sentiments d'hostilité envers les « gauchistes » sont pourtant bien connus. Mais il aurait été difficile aux militants du P.C.F. d'intervenir, les 4 ou 500 travailleurs attentifs et silencieux n'auraient pas compris.

Chez Renault-Billancourt meeting du Comité d'action

Le jeudi 12 juin, les comités d'action de la Régie Renault organisaient un meeting place Nationale.

A 11 h 45, cinq militants des C.A. distribuaient un tract appelant les travailleurs au meeting prévu à 12 h 20 au moment où les ouvriers reviennent de la cantine. C'est côte à côte, avec des camarades de la C.F.D.T., faisant un appel à la solidarité avec les travailleurs de Vitho, en grève, que les C.A. diffusaient des tracts.

A 12 h 20 comme prévu, le meeting commençait. A l'aide d'une « sono » portative, quatre camarades prirent la parole.

Devant un public d'environ 200 travailleurs attentifs, ces camarades développèrent tour à tour, les sujets d'actualité. L'abstention, que faire après les élections ? Chacun précisa le programme renvendicatif de nos prochaines luttes.

— Augmentation du pouvoir d'achat.
— Mensualisation des horaires.
— Retour immédiat aux 40 h.
— Droits syndicaux et politiques dans l'usine.
— Suppression des études de poste.

Une camarade employée, exprima plus précisément les problèmes des mensuels à l'usine. C'est-à-dire le problème de la promotion et celui du remplacement du personnel absent pour congés ou maladie.

A 12 h 40, le meeting était terminé. Dans l'usine, ce meeting a été apprécié et a suscité de nombreuses discussions parmi les travailleurs.

Pendant le meeting, aucune perturbation ni réflexions ; les staliniens étaient là mais écoutaient comme tout le monde. On a même vu le secrétaire adjoint C.G.T. venir gentiment chercher ses « troupes » de peur, probablement, qu'elles ne s'intéressent un peu trop aux idées gauchistes.

Il est encourageant de constater que ce ne sont plus seulement les éternels représentants officiels qui expriment leur point de vue aux travailleurs, et que ceux-ci se donnent les moyens de le faire, ces moyens sont ceux des travailleurs et non ceux d'appareils bureaucratiques couverts par la légalité bourgeoise.

Adresser toute correspondance à

Michel RODINSON

INITIATIVE SOCIALISTE

54, rue Monsieur-le-Prince, 75 - PARIS-6e

Cette adresse n'est pas une permanence, écrire seulement

ATTENTION !

TOUS VERSEMENTS DE FONDS A :

Michel RODINSON

C.C.P. Paris 6851-10

A PEUGEOT (Dijon)

Le mercredi 11 juin, devant l'usine de Colomban, à la sortie de l'équipe de matin, quelques sympathisants de « Lutte Ouvrière » sont venus avec banderole et drapeau rouge expliquer pourquoi ils refusaient de voter pour Pompidou ou Poher, et que la lutte ne se passait pas dans les urnes mais en préparant de nouveaux mai 68.

Le lendemain, une deuxième prise de parole eut lieu devant l'usine Peugeot Lentillères dans une ambiance sympathique.

SUD-AVIATION (Toulouse)

Le lundi 9 juin, des sympathisants de la « Lutte Ouvrière » se sont présentés devant la porte de Sud-Aviation (St-Eloi). Sur la banderole qu'ils portaient, on pouvait lire : « Préparons d'autres mai 68 ». Au premier service (horaires) un sympathisant de notre journal expliqua que pour les révolutionnaires, le vrai choix n'est pas entre les deux « P », mais entre électoralisme et lutte de classe. Un groupe de plusieurs dizaines d'ouvriers écouta l'orateur. Durant tout le trajet de la cantine à l'usine, les travailleurs écoutaient le discours.

Quelques journaux furent vendus.

O.N.I.A. (Toulouse)

Le mardi 10 juin, quelques sympathisants de notre journal se présentèrent devant la cantine de l'ONIA. Ils étaient venus avec une « sono » pour commenter les résultats des élections et expliquer la positions des révolutionnaires vis-à-vis du deuxième tour des présidentielles. Dès qu'un de nos camarades commença son discours, un groupe très nombreux (plusieurs centaines) de travailleurs se mit à écouter. Devant cet intérêt porté par les travailleurs, deux staliniens essayèrent d'arrêter l'intervention. Mais grand mal leur en pris, en effet, les travailleurs n'apprécièrent pas ce genre de méthodes et ils le firent savoir aux « perturbateurs ». A la fin du discours, des discussions s'engagèrent entre vendeurs de la « Lutte Ouvrière » et ouvriers de l'ONIA qui avaient apprécié notre venue.

MICHELIN (Bourges)

Deux prises de parole ont été organisée à Michelin par des sympathisants de « Lutte Ouvrière », dans le cadre de la campagne électorale.

La première, le vendredi 28, avant le premier tour. Un sympathisant de « Lutte Ouvrière » dénonça la farce électorale et appela à voter Krivine, devant 150 à 200 ouvriers de l'équipe d'après-midi qui attendaient près des grilles.

Malgré quelques tentatives d'obstruction de la part des militants du P.C.F., notre camarade fut très écouté. Une discussion s'est engagée ensuite avec des militants du P.C.F., de la C.G.T., et un petit groupe d'ouvriers dont certains désapprouvaient les méthodes du P.C.

La seconde eut lieu le vendredi 13 juin. Les cars étant arrivés plus tard, la prise de parole fut écourtée. Notre camarade, perché sur un tabouret, dénonça dans Poher et Pompidou deux représentants du Grand Capital, deux partisans d'une même politique réactionnaire, et affirma qu'il ne saurait y avoir pour les travailleurs, d'issue dans les élections, que la seule voie était celle de la lutte. Pendant ce temps, d'autres camarades vendaient « Lutte Ouvrière ».

A Michelin, les « gauchistes » ont été écoutés.

correspondances des entreprises

A la POLYMECANIQUE (Pantin)

Mise à pied d'un représentant syndical

INCOMMODES par la chaleur, les ouvriers du banc d'essais, des chaînes de montage et des chaînes « expéditions », après avoir en vain demandé à la direction un quart d'heure pour aller prendre le frais par l'intermédiaire des délégués mardi 10 juin arrêtèrent le travail.

Ce que le patron refusa, les ouvriers l'ont pris. Mais la direction ne l'a pas entendu de cette oreille. Pour elle, il fallait que les ouvriers en esclaves dociles continuent le travail, quelles que puissent être les conséquences ou les dommages physiques. Alors que ces Messieurs passent quelques heures sans effort dans des bureaux climatisés, ils avaient estimé que la température était supportable pour les ouvriers condamnés à rester sur place le dos au soleil parfois, devant des fours pour certains postes, ou manipulant des tonnes de moteurs chauds dans leur journée pour d'autres.

Les chaînes s'étant arrêtées un quart d'heure, cela ne put être pour ces représentants du capital, que le fait d'un agitateur. C'est pourquoi, ils convoquèrent le représentant syndical F.O., et, en prétendant avoir le témoignage de trois ouvriers, l'accusèrent d'avoir arrêté une chaîne et le mirent à pied, en attendant que le C.E. et l'inspecteur du Travail statuent sur une demande de licenciement. Comme il y eut en tout quatre chaînes de montage et deux chaînes expéditions qui s'arrêtèrent, il manque pour le moins encore cinq « coupables ». En réalité, deux ouvriers convoqués pour témoigner, malgré toute une mise en scène de la direction, destinée à les intimider, avaient déclaré n'avoir pas vu le représentant syndical en question arrêter la chaîne ; le troisième, un régleur qui, dans l'atelier fait partie du personnel d'encadrement, et dont le témoignage est par conséquent douteux, avait lui, fait des déclarations satisfaisant la direction.

Le lendemain matin, la direction au grand complet, tombée du lit, était présente à 6 h 30 du matin devant l'usine encadrant les ouvriers F.O. qui distribuaient un tract pour informer tout le personnel. Le représentant syndical ne rentra pas dans l'usine. Mais dans le courant de la journée, à l'initiative de la section F.O., ce sont les ouvriers qui sortirent une heure pour tenir un meeting avec lui.

La C.G.T. n'avait pas appelé à ce débrayage, mais s'était contentée de suivre. Ses militants et responsables en vue y furent présents, mais les secteurs qui sont sous son influence furent ceux qui participèrent le moins. Il faut dire que la section F.O. est qualifiée par eux de « gauchiste ». Ce fut néanmoins une manifestation encourageante car plus de la moitié des ouvriers étaient présents, alors qu'aucun tract n'avait appelé. L'outillage, à près de 100 %, les chaînes de montage à 75 % et même une dizaine d'ouvrières « prêtées » à la « Novi » (usine en face), par la Polymécanique, s'étaient joints au mouvement.

Le licenciement n'est pour l'heure pas prononcé, mais la mise à pied est effective. Et cela juste avant les élections de délégués, qui doivent avoir lieu une dizaine de jours plus tard.

Une fois les recours légaux épuisés, seule l'attitude des travailleurs pourrait faire changer d'avis la direction.

La formation du « gouvernement révolutionnaire provisoire » par le F.L.N.

Mme NGUYEN THI BINH (U.P.I.)

A la suite de la Conférence de Midway entre Nixon et Thieu, le F.N.L. a annoncé la constitution d'un gouvernement révolutionnaire provisoire de la République du Vietnam du Sud, avec l'Alliance des forces nationales, démocratiques et de paix, groupe issu après l'offensive du Thêt l'an passé.

Ce gouvernement provisoire n'est que l'expression d'un état de fait, à savoir le contrôle politique, militaire et administratif du F.N.L. sur les 9/10 du territoire sud-vietnamien. De ce point de vue, il ne marque pas un changement du rapport de force sur le terrain. Depuis longtemps déjà, et surtout après l'offensive du Thêt, le F.N.L. était en mesure de proclamer un tel gouvernement.

Après l'offensive de l'hiver 1968 qui montra même aux plus sceptiques que les espoirs de victoire des Américains n'étaient que rodomontades, le F.N.L. entreprit de constituer une administration légale dans les territoires qu'il occupait et jusque dans certaines villes. C'est cette administration élue sous la forme de comités populaires révolutionnaires dans 20 provinces et 3 villes, dont Saigon, que le gouvernement doit « coiffer ».

S'il le fait maintenant, c'est parce que, depuis un an qu'elles sont commencées, les négociations de Paris piétinent, les Américains ne se décidant toujours pas à éliminer Thieu et son compère Ky. Cela ne veut pas dire que les maquisards pensent pouvoir faire ainsi pression sur Nixon, car ils ne savent que trop bien que rien ne pourra remplacer celle qu'ils exercent par leurs armes.

Il ne s'agit donc pas pour le F.N.L. d'adopter une position maximaliste qui mettrait le gouvernement américain en demeure de choisir entre eux, promus au rang de seule force légale au Sud-Vietnam, et rien. Sur ce point rien n'est changé dans son attitude : il se déclare toujours prêt à discuter avec un cabinet de paix, en vue de la formation d'un gouvernement provisoire de coalition. Mais au lieu de discuter en tant que simple force politique, certes déterminante, il lui est infiniment plus favorable de se présenter comme partie constituante d'un gouvernement dont la légitimité de fait ne fait plus aucun doute pour personne.

Donc, à un moment ou à un autre, le F.N.L. aurait constitué un tel gouvernement. Pendant la guerre d'Algérie, les maquisards algériens, ont eux aussi formé un gouvernement provisoire, ce qui n'a pas empêché de mettre sur pied un exécutif lui aussi provisoire pour assurer la transition.

La décision du F.N.L. a été prise maintenant parce que les fantoches de Saigon s'accrochent au pouvoir et que les Américains ne se pressent pas de les en chasser, pouvant faire croire ainsi à la population du Vietnam du Sud qu'ils continuaient à leur accorder toute leur confiance, seul fait qui puisse légitimer leur droit à se faire passer pour les seuls dirigeants.

En proclamant la constitution de ce gouvernement provisoire, le F.N.L. crée un autre pouvoir politique, infiniment plus réel, qui ne peut manquer de saper encore un peu plus le peu d'autorité tant nationale qu'internationale des Thieu et des Ky.

Il n'est alors pas étonnant que les seuls qui se sentent réellement gênés soient les généraux de Saigon. Les Américains n'ont jusqu'à présent pas fait la moindre déclaration hostile contre l'initiative du F.N.L., alors que ceux qu'ils ont installé à Saigon sentent de plus en plus le sol se dérober. Comment pourront-ils arguer plus longtemps de la soumission du F.N.L. aux ordres de Hanoi pour refuser de reconnaître celui-ci autrement que comme un appendice de ce dernier, si le F.N.L. fait partie d'un gouvernement reconnu par le Vietnam du Nord ? Le F.N.L. ne vient-il pas de reconnaître dans les faits l'existence de deux Vietnam ?

Quant à l'impérialisme U.S., son absence de réaction montre bien le cynisme de sa politique. Parfaitement conscient de l'issue des négociations il n'en continue pas moins à faire traîner les choses en longueur dans l'espoir de pouvoir obtenir quelques garanties supplémentaires, peu soucieux des centaines d'hommes qui meurent chaque jour au Sud-Vietnam.

Frontière du Sin-Kiang.
...Ce n'est pas en 1969, c'est en décembre 1966.
Un exercice d'alerte pour les gardes soviétiques. (U.P.I.)

La Chine, franc-tireur de la conférence de Moscou

COMME prévu, la Chine a naturellement boycotté la Conférence de Moscou, conférence qui devait sauver les meubles de l'hégémonie soviétique sur le « monde communiste ».

Mais si le deuxième pôle de ce qu'on appelle le « camp communiste » a fait logiquement bande à part, il n'en a pas moins mené le débat à sa manière.

La Conférence s'est ouverte le 5 juin. Le 9 juin, les Chinois donnaient le ton en protestant auprès de Moscou contre une série d'incidents frontaliers « provoqués par le gouvernement soviétique », non seulement sur les rives de l'Oussouri, mais aussi dans Sinkiang, les 2 et 20 mai précédents. Le 1 juin, la radio de Pékin annonçait de nouveaux affrontements. Le ministère des Affaires étrangères chinois notifiait des protestations énergiques à l'ambassade de l'U.R.S.S.

Les escarmouches, dûment mises en valeur (car elles sont pratiquement permanentes depuis quelques années), eurent au moins le don de ridiculiser les prétentions unificatrices de la Conférence.

L'unité du camp « communiste » est bien morte. Et les professions de foi autonomistes mais polies des « contestataires » de la conférence trouvent une illustration sans fard dans les sordides conflits frontaliers sino-russes.

Pour être autonome, indépendante de l'U.R.S.S., la Chine l'est. Le droit de l'être elle l'a pris. Il faut dire que le peuple chinois qui a mené seul, voire contre Staline, la lutte pour son émancipation nationale, a aujourd'hui les moyens de se le permettre, comme Tito le put en d'autres temps.

Mais pas plus que les élans « démocratiques », « polycentristes » des Berlinguer et des Ceaucescu, les revendications territoriales et le langage fracassant des Chinois ne sont la preuve d'un renouveau du communisme international.

Car enfin, les enlèvements de bergers ou les contestations du trajet des moutons sur des zones désertiques seraient les détours bien mesquins et bien tortueux d'une politique révolutionnaire nouveau genre.

En fait, cette gué-guerre larvée entre la Chine et l'U.R.S.S. rappelle plus les litiges entre l'Inde et la Chine, le Pakistan et l'Inde, ou n'importe quelle empoignade entre pays bourgeois, que des rapports entre deux Etats socialistes.

A tort ou à raison, le gouvernement chinois se pose donc en victime, mais glorieuse et invaincue, de la politique extérieure soviétique. Il n'a pas manqué de faire de la publicité à la politique « impérialiste des nouveaux tsars », dont, après tout, les P.C. présents à la Conférence ont pu apprécier les talents en août dernier en Tchécoslovaquie.

A défaut d'offrir des perspectives au communisme mondial, cette tactique permet au moins à la Chine de s'affirmer comme une force indépendante, comme un Etat national à part entière avec droit de cité diplomatique.

Au fond, en récusant les « modèles » de socialisme, c'est cette indépendance que revendiquent pour eux-mêmes les pays du glacis et les partis communistes occidentaux contestataires qui n'ont, eux, pas encore les moyens de couper l'embarrassant cordon ombilical. Et les relations actuelles entre la Chine et l'U.R.S.S., en marge de la Conférence de Moscou, s'offrent comme le révélateur des rapports présents et futurs qui lient les démocraties populaires à la bureaucratie stalinienne.

Compo-Typo-Technic - ROQ. 02-95 — Roto Technic - Offset Aubervilliers